

SciencesPo

**LA RECHERCHE
À SCIENCES PO
EN 2015**



SOMMAIRE

**QUELS SONT LES PRINCIPAUX
RÉSULTATS DE LA RECHERCHE
À SCIENCES PO EN 2015 ?.....4**

**SUR QUOI PORTE LA RECHERCHE
À SCIENCES PO ?.....18**

**QUEL CONTEXTE INSTITUTIONNEL
ET QUELLE STRATÉGIE POUR LA
RECHERCHE À SCIENCES PO ?.....26**

**UNITÉS DE RECHERCHE
ET PROGRAMMES
TRANSVERSAUX.....37**

ANNEXES.....51



Pour la première fois, la direction scientifique de Sciences Po publie un rapport annuel. Désormais, elle rendra compte chaque année des activités, des évolutions, des publications majeures et des résultats réalisés par nos centres

de recherche. Sciences Po ayant clairement affirmé la place centrale de la recherche dans son document d'orientation stratégique 2022, il était indispensable de suivre, année après année, la contribution de notre communauté scientifique aux sciences humaines et sociales.

Ce rapport recense les nouvelles méthodologies, les nouveaux questionnements, qui ont été explorés au cours de 2015, ainsi que les collaborations développées avec des établissements partenaires, notamment au sein de la COMUE Université Sorbonne Paris Cité. Il s'inscrit dans la stratégie à long terme qui a été engagée à Sciences Po en faveur de la recherche et est le reflet de nos ambitions et de la qualité de celles et de ceux qui réalisent et accompagnent l'activité scientifique.

Frédéric MION
Directeur de Sciences Po



Dès son origine, la recherche menée à Sciences Po a été exigeante et innovante mais aussi pluridisciplinaire et internationale. Sa marque de fabrique reste l'analyse des phénomènes politiques, mais au fil du temps l'étude des phéno-

mènes économiques s'est affirmée, sans jamais négliger les effets du politique et de l'économique sur la stratification sociale, les inégalités et les discriminations. Depuis le milieu des années 2000 et la création du médialab, Sciences Po a aussi investi le numérique, à la fois comme objet d'étude et de réflexion mais aussi comme potentiel de renouvellement méthodologique pour les sciences sociales. Ces travaux portent sur la France, l'Europe et de très nombreuses autres aires culturelles et croisent fréquemment regards et méthodes.

Les transformations profondes que connaît l'activité scientifique dans le monde entier ont un impact structurant sur la communauté scientifique de Sciences Po : développement des partenariats internationaux, publication en langues étrangères, contributions au débat public et au décodage des sociétés contemporaines, obtention de financements extérieurs auprès des grandes agences nationales et européennes mais aussi auprès de fondations, de partenaires économiques ou publics. Sciences Po a relevé le défi en conduisant une politique de recrutement ambitieuse et volontariste et en mettant en place des modalités de gestion des carrières compatibles aussi bien avec le système français qu'avec ses homologues internationaux.

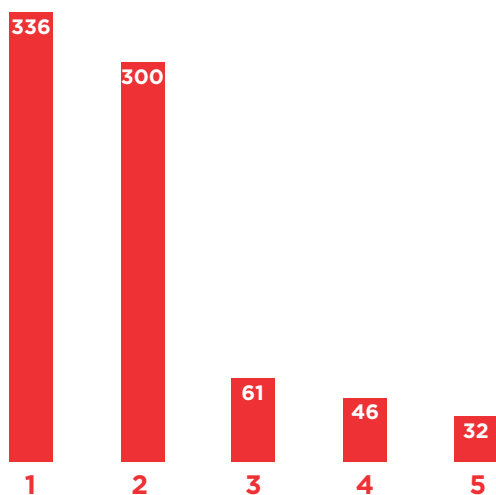
Christine MUSSELIN
Directrice scientifique de Sciences Po

QUELS SONT LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE À SCIENCES PO EN 2015 ?

LES PUBLICATIONS

Les membres de la communauté académique de Sciences Po ont signé 775 publications scientifiques en 2015 (plus de 300 articles dans des revues à comité de lecture, une centaine d'ouvrages ou de directions d'ouvrage, près de 300 chapitres, une quarantaine de directions de périodique).

Près d'un quart de ces publications sont le fait de doctorants ou post-doctorants. Un tiers des articles publiés en collaboration le sont avec des collègues d'universités étrangères.



Types de publications (Sciences Po, 2015)

1 - Articles (revues à comité de lecture)

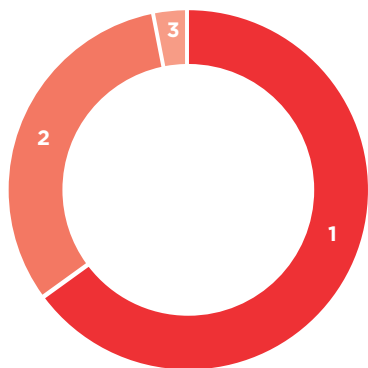
2 - Chapitres

3 - Ouvrages

4 - Directions d'ouvrage

5 - Directions de périodique

Ces travaux sont majoritairement publiés en français, mais aussi, pour un tiers, en anglais.



Langues de publication (Sciences Po, 2015)

1 - Français **65 %**

2 - Anglais **32 %**

3 - Autres **3 %**

SCIENCES PO ET L'OPEN ACCESS

Depuis 2008, Sciences Po participe au mouvement international du libre accès aux résultats de la recherche, rejoignant les universités de rang international dans cette démarche. Une nouvelle étape a été franchie en 2015 avec la signature par le directeur de Sciences Po d'une lettre demandant à tous les chercheurs de la faculté permanente de déposer systématiquement dans SPIRE, l'archive ouverte institutionnelle de Sciences Po, toute production scientifique réalisée à Sciences Po.

En 2015, près de 1 800 nouvelles publications ont été déposées et SPIRE rassemble plus de 16 000 publications référencées, dont plus de 5 000 sont consultables gratuitement en texte intégral. Cette politique de dépôt dans une archive ouverte permet de fortement renforcer la visibilité des travaux de la communauté académique de Sciences Po. Pour l'année 2015, on compte en effet près de 550 000 documents téléchargés, soit une hausse de 51 % par rapport à 2014.

Aux publications scientifiques « classiques », s'ajoutent les logiciels développés par le médialab dans le cadre de ses activités de recherche et publiés sous licence libre. En 2015, cinq logiciels ont ainsi été publiés ou mis à jour (Manylines, Hyphe, Seealogy, Aime-core, Gephi). Ils permettent la création de corpus web, l'élaboration de réseaux thématiques, ou la visualisation et l'analyse de réseaux.



La biographie de Claude Lévi-Strauss par Emmanuelle Loyer, prix Femina de l'essai en 2015

L'ouvrage d'**Emmanuelle Loyer (CHSP)** propose une biographie de l'anthropologue français, né en 1908 et mort en 2009. Elle décrit la naissance d'une pensée d'un type nouveau qui conduit Lévi-Strauss à réinventer l'anthropologie grâce à l'approche structuraliste. Au cours des années, il est devenu une gloire nationale, un monument publié de son vivant dans la Pléiade. Mais Lévi-Strauss a sans cesse revendiqué un « regard éloigné » qui lui permet de poser un des diagnostics les plus affûtés et les plus subversifs sur notre modernité. Cette biographie offre une lecture de sa vie, souligne son excentricité politique et intellectuelle et resitue systématiquement sa pensée dans l'histoire intellectuelle et l'histoire des institutions scientifiques du XX^{ème} siècle. *Lévi-Strauss, par Emmanuelle Loyer (Flammarion, 2015).*



Un article co-écrit par deux membres du Département d'économie publié dans l'*American Economic Review*

Dans cet article, **Nicolas Cœurdacier, Stéphane Guibaud (Département d'économie)** et Keyu Jin (LSE) étudient les différences de comportements d'épargne des ménages aux États-Unis et en Chine. Alors que l'épargne a connu une forte baisse dans les pays développés, elle a fortement augmenté en Asie dans les décennies qui ont précédé la crise de 2008. Les auteurs expliquent cette hausse de l'épargne chinoise par le faible accès au crédit des ménages, ce qui génère un excès d'épargne international et est à l'origine d'une baisse du taux d'intérêt mondial. L'article analyse également les répercussions qu'un renforcement de l'accès au crédit dans les pays émergents pourrait avoir sur l'économie mondiale. *« Credit Constraints and Growth in a Global Economy », par Nicolas Cœurdacier, Stéphane Guibaud et Keyu Jin (American Economic Review, 105 (9): 2838-81, 2015).*



La publication des *Œuvres* de Michel Foucault dans La Pléiade

Frédéric Gros (CEVIPOF) a dirigé l'édition en deux volumes de l'œuvre de Michel Foucault dans la Bibliothèque de la Pléiade. Ils rassemblent tous ses ouvrages comme *Histoire de la folie à l'âge classique*, *Naissance de la clinique*, *Les mots et les choses*, *Surveiller et punir* ou *Histoire de la sexualité*, ainsi qu'une sélection de textes et de conférences. *Œuvres (tomes 1 et 2) de Michel Foucault, dirigé par Frédéric Gros (Gallimard, 2015).*

LA DIFFUSION DU SAVOIR SCIENTIFIQUE

Le transfert, la diffusion et la discussion des résultats de la recherche sont une préoccupation constante pour la communauté scientifique de Sciences Po. Les canaux et moyens utilisés pour valoriser la connaissance sont multiples et renouvelés chaque année. En 2015, on peut citer la projection-débat sur le thème des « poilus d'ailleurs » organisée par le CEE et le CHSP, la participation du CEE à l'université citoyenne Politeia, la publication par le CERI d'un hors-série sur l'actualité internationale en collaboration avec *Alternatives économiques*, ou encore la présentation vidéo de recherches en cours à l'OSC.

En 2015, de nombreuses initiatives numériques ont également été lancées par les unités de recherche afin de diffuser leurs résultats : participation au site internet theconversation.com/fr, création et alimentation du blog « Demain, j'arrête l'éco » sur le site de *Libération* par des membres du Département d'économie, participation au blog MAEurope (« le blog européen de Sciences Po »), mise en ligne de sites web centrés sur les enjeux climatiques par le médialab lors de la COP21 (medea.medialab.sciences-po.fr et www.climatenegotiations.org), diffusion de conférences du CHSP sur Soundcloud, etc.

L'EXPERTISE ACADÉMIQUE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Marie Mourad (doctorante au **CSO**) a été auditionnée dans le cadre d'une mission parlementaire sur l'élaboration d'une politique publique de lutte contre le gaspillage alimentaire en avril 2015. Elle a également mené une comparaison internationale de ces politiques sur laquelle la mission s'est appuyée pour produire un rapport qui servira de base à la préparation de la loi prévue en 2016.

Parallèlement, **Sophie Dubuisson-Quellier** (**CSO, CNRS**) a achevé en 2015 une recherche menée pour le compte de l'Ademe sur les pratiques de consommation durable et de gaspillage alimentaire des ménages. Ce travail, conduit avec l'unité ALISS de l'INRA, a débouché sur une série de propositions et de recommandations à destination des acteurs publics pour la mise en œuvre de mesures de prévention et d'accompagnement autour de la consommation durable.

LES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Tout au long de l'année 2015, 150 évènements scientifiques internationaux (colloques, journées d'études, ateliers de recherche, hackaton, etc.) ont été organisés par les centres de recherche de Sciences Po. On compte par ailleurs plus de 90 séminaires thématiques qui se sont tenus de façon récurrente, permettant ainsi de développer les échanges, les débats et les collaborations entre les membres de la communauté académique travaillant sur des sujets communs.

UN EXEMPLE D'ÉVÉNEMENT D'ENVERGURE INTERNATIONALE

Du 8 au 10 juillet 2015, Sciences Po a accueilli la 22^{ème} Conférence internationale du *Council for European Studies* (CES), intitulée ***Contradictions: Envisioning European Futures***.

Particulièrement réputé, le *Council for European Studies* réunit chaque année les meilleurs spécialistes internationaux des études européennes. En 2015, ils étaient près de 1 500 accueillis à Sciences Po, dont de nombreux doctorants. Plus de 50 chercheurs de Sciences Po, issus de toutes les disciplines, ont participé aux travaux de la conférence. L'organisation de cet évènement scientifique majeur a été portée par le CEE, avec le soutien du LIEPP.



LES ACTIVITÉS DE FORMATION

La formation doctorale

Lorsqu'ils effectuent leur thèse à Sciences Po, les doctorants sont inscrits dans un des programmes de l'École doctorale, mais ils sont aussi rattachés à un centre de recherche, dont ils sont membres à part entière. Ils y sont accueillis et participent à la vie des laboratoires (représentation au sein des instances de gouvernance, organisation d'activités scientifiques, etc.). En 2015, une étude a été menée à l'initiative des doctorants et des doctorantes sur leur situation dans les différents centres de recherche. Ce travail a alimenté une réflexion très riche en conseil de l'École doctorale et il a été décidé à cette occasion de généraliser la pratique des comités de thèse que plusieurs centres avaient déjà introduite.

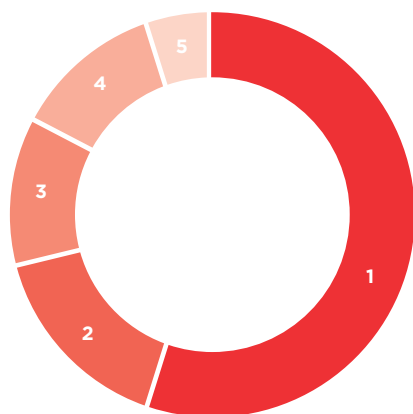


Les thèses à Sciences Po en 2015 Quelques chiffres

56 soutenances.

61 nouveaux jeunes chercheurs et chercheuses admis en thèse, tous financés, dont **29** qui ne sont pas de nationalité française.

Un taux d'encadrement moyen de **2,6** (contre 4,7 en moyenne en France en sciences humaines et sociales)¹.



Soutenances de thèse (Sciences Po, 2015)

1 - Science politique 55 %

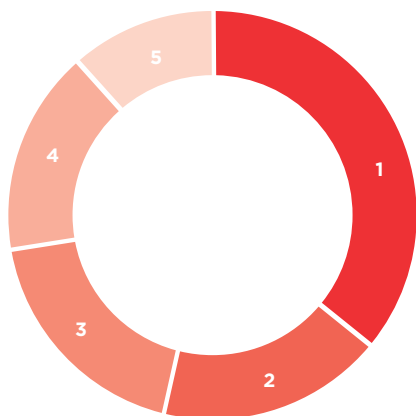
2 - Histoire 16 %

3 - Sociologie 12 %

4 - Économie 12 %

5 - Droit 5 %

¹ Le taux d'encadrement moyen constaté par l'AERES en SHS est de 4,7 doctorants par directeur ou directrice de thèse (Synthèse des rapports d'évaluation des écoles doctorales de la vague D à laquelle appartient Sciences Po, 2010).



Nouveaux admis en thèse (Sciences Po, 2015)

1 - Science politique 36 %

2 - Histoire 18 %

3 - Économie 18 %

4 - Sociologie 16 %

5 - Droit 12 %

Au cours de l'année 2015, les doctorantes et doctorants de Sciences Po ont pu participer à plusieurs programmes doctoraux intensifs organisés en collaboration avec de nombreuses universités partenaires. On peut citer la 10^{ème} édition de l'école d'été en économie politique et sociologie économique qui réunit chaque année Sciences Po (CEE, CSO, MaxPo), l'Institut universitaire européen de Florence, Columbia, Northwestern University et l'Institut Max Planck pour l'étude des sociétés ; l'école d'été du réseau GRAINES (*Graduate Interdisciplinary Network for European Studies*), auquel participent le Centre d'histoire de Sciences Po avec les universités de Cologne, de Bâle, de Vienne, l'Université St. Andrews et l'Université Charles de Prague ; ou encore la Semaine Doctorale Intensive, co-organisée par l'École de droit et l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et à laquelle sont associées les écoles doctorales en droit de la LSE, des Universités Mc Gill, de Turin et de Los Andes.

D'autres initiatives ont également émergé comme le nouveau séminaire « Speed dating - ma thèse en 1 mn » au CERI, qui vise, grâce notamment à l'enregistrement audiovisuel, à aider les doctorants de troisième année à rendre compte de leur travail de manière synthétique.

DES DOCTORANTS ET DES JEUNES DOCTEURS RÉCOMPENSÉS

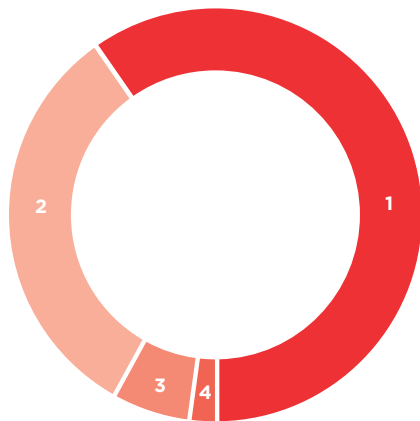
En 2015, 6 jeunes docteurs ayant soutenu leur thèse à Sciences Po ont reçu un prix récompensant l'excellence de leur travail (prix de la Chancellerie des Universités de Paris, de l'Association française de science économique, de l'*European Consortium of Sociological Research...*), tandis que 4 doctorants ont été couronnés pour leur travail encore en cours (prix du Fonds de la Croix-Rouge Française, prix du meilleur article de l'*European Network for Social Policy Analysis...*).

La formation initiale

Sciences Po veille à ce que ses étudiants et ses étudiantes soient confrontés aux résultats les plus récents en sciences humaines et sociales et qu'ils soient formés à la rigueur et à l'exigence des modes de raisonnement propres à la recherche.

Lors de l'année universitaire 2014-2015, les membres de la faculté permanente de Sciences Po ont donné plus de 600 cours différents, tous niveaux confondus, soit plus de 11 000 heures d'enseignement dispensées !

Ces différents sujets sont enseignés quasiment à parts égales en français et en anglais², et sur tous les campus de Sciences Po (Dijon, Le Havre, Menton, Nancy, Paris, Poitiers, Reims).



Nombre d'heures de cours de la faculté permanente dans les différents programmes d'enseignement (Sciences Po, 2015)

1 - Master 60 %

2 - Collège 32 %

3 - Doctorat 6 %

4 - Autres 2 %



Sociologie politique de la santé, un ouvrage de référence pour la recherche et pour l'enseignement

Henri Bergeron (CSO, CNRS) et de **Patrick Castel (CSO)** sont les auteurs de cet ouvrage de synthèse qui mobilise près de 1000 références bibliographiques. Ils abordent les questions de santé sous un angle politique parce que celles-ci sont un lieu privilégié de cristallisation des luttes politiques et sociales et que les décisions prises en santé ont des répercussions sur l'ensemble du champ social. La sociologie et la science politique constituent le socle disciplinaire de ce livre, mais des travaux d'histoire et d'anthropologie sont également mobilisés.

Sociologie politique de la santé par Henri Bergeron et Patrick Castel (PUF, 2015).

² L'allemand et l'espagnol font aussi partie des langues d'enseignement des académiques, même si cela est plus marginal.

LES COLLABORATIONS INTERNATIONALES

Les partenariats et programmes de collaboration

Sciences Po développe de nombreux programmes de coopération institutionnalisés de grande ampleur, comme celui qui rassemble Sciences Po et l'Université de Princeton, mais aussi des programmes doctoraux, des doubles-diplômes, des programmes de mobilité doctorale, ainsi que des chaires et des programmes d'invitation et d'échange destinés à la communauté académique.

LE PARTENARIAT SCIENCES PO / PRINCETON

Ce nouveau programme de coopération scientifique entre Sciences Po et l'Université de Princeton a pour objectif de renforcer les liens entre les chercheurs et les enseignants-chercheurs des deux institutions. Le premier appel visant à financer des activités de recherche collaboratives entre les membres des deux institutions a été lancé en 2015. Les deux premiers projets sélectionnés sont des projets de science politique et d'économie.

- **Colin Hay (CEE)** et Sophie Meunier (Princeton University) : « Europeanization vs. Globalization: The Euro Crisis and the Changing Politics of Economic Interdependence in Europe ».
- **Johannes Boehm (Département d'économie)** et Ezra Oberfield (Princeton University) : « Vertical Relationships in Macroeconomics ».

Les centres et les équipes de recherche développent aussi de nombreuses collaborations avec des établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans le monde entier. Elles peuvent prendre la forme de séminaires conjoints, comme le séminaire « Foreign Security Policies and Internal Security » co-organisé pour la deuxième fois en 2015 par le CERI et le Department of War Studies de King's College, ou de programmes plus formalisés, comme celui qui lie les départements de sociologie de Sciences Po et de UCLA et qui a permis en 2015 des séjours de recherche de chercheurs juniors et seniors de l'OSC en Californie.



Les collaborations internationales - Quelques chiffres

23 projets collaboratifs en cours à Sciences Po en 2015 (ANR, 7^{ème} PCRD et Horizon 2020) en coopération avec **plus de 100 universités** différentes dans **26 pays** (Université d'Oxford, de Berkeley, d'Amsterdam, d'Uppsala, London School of Economics and Political Science, Université Libre de Bruxelles, Institut Universitaire Européen de Florence, Central European University de Budapest, etc.).

Les invitations et les échanges

Les séjours de recherche au sein d'universités étrangères permettent de nouer des collaborations scientifiques ou de réaliser des enquêtes de terrain. La mobilité universitaire, qu'elle soit entrante ou sortante, est donc essentielle. Elle est particulièrement vivace à Sciences Po et concerne tout autant les membres seniors que les membres juniors de la communauté scientifique.

En 2015, Sciences Po a ainsi accueilli 101 chercheurs et professeurs, 26 post-doctorants et 58 doctorants étrangers, tandis que 47 des doctorants de Sciences Po et 20 des membres de sa faculté permanente ont réalisé un séjour de plus de 2 mois dans le cadre d'une invitation dans un établissement d'enseignement supérieur ou de recherche à l'étranger.

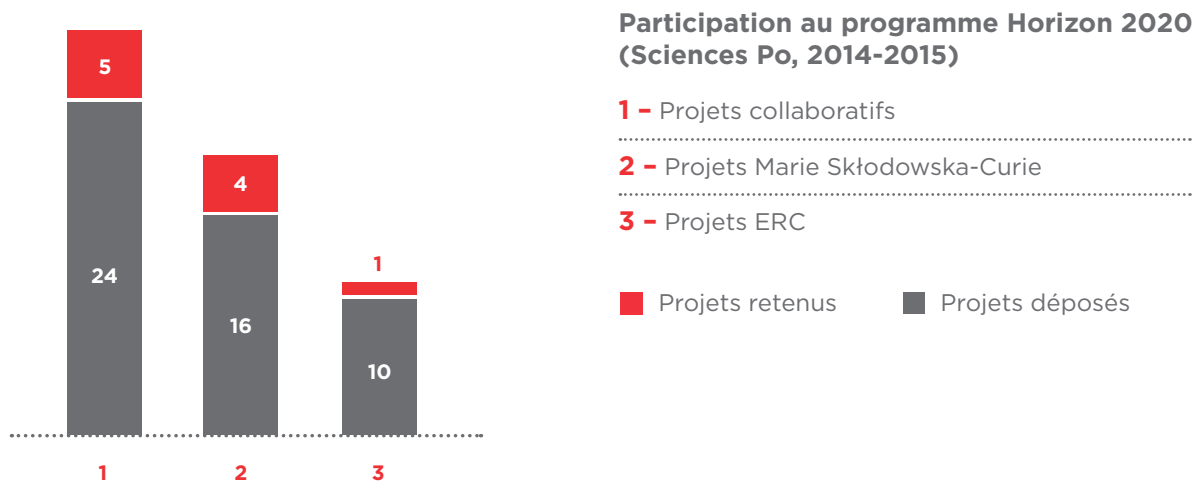
Les échanges scientifiques en 2015 (séjours de recherche et invités, in/out)



LES PROJETS DE RECHERCHE

Les financements européens

Depuis le début du nouveau programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation (Horizon 2020) en 2014, 54 projets de recherche ont été soumis et dix ont été sélectionnés.



Les projets européens à Sciences Po en 2015 - Quelques chiffres

32 projets en cours (individuels et collaboratifs).

1 **ERC Consolidator Grant** obtenu après 1 **ERC Starting Grant** par Yann Algan.

33 % de réussite pour les bourses individuelles Marie Skłodowska-Curie (13,9 % au niveau européen).

UN PROJET RÉCOMPENSÉ PAR UNE « ÉTOILE DE L'EUROPE »

Le projet EMAPS, coordonné par **Tommaso Venturini (médialab)**, est le seul lauréat en sciences sociales du prix « Étoiles de l'Europe » qui valorise des équipes de recherche pour leur engagement européen. Il s'agit d'un projet collaboratif portant sur l'adaptation au changement climatique dont l'originalité réside dans sa méthodologie et dans la création du site www.climaps.eu. Cet atlas électronique propose des visualisations compréhensibles et exhaustives, destinées autant aux chercheurs, aux experts ou aux ONG qu'aux journalistes et au grand public.



Un nouveau projet collaboratif européen en 2015 : le projet DOLFINS (Distributes Global Financial Systems for Society)

Porté à Sciences Po par **Mauro Napoletano (OFCE)** et coordonné par l'Université de Zurich, ce projet vise à trouver des solutions pour que le système financier global puisse être mis au service de la société. Afin d'atteindre cet objectif, le projet place les résultats scientifiques et la participation des citoyens au cœur de l'élaboration des politiques financières. Ce projet est un des 10 projets retenus (sur 184 déposés) dans le cadre du nouvel appel « Future and Emerging Technologies » qui a pour objectif de créer de nouveaux domaines et de faire émerger des communautés de recherche interdisciplinaires.



Un nouveau projet ERC en 2015 : SOWELL

Avec son nouveau projet financé par l'ERC, **Yann Algan (Département d'économie)** explore les fondements de nos préférences sociales et du bien-être à partir des Big Data. Le projet SOWELL se propose de réviser la théorie et la manière de mesurer le bien-être à partir de nos requêtes sur Google, échanges sur Twitter, Facebook ou autres forums. Il a également pour but de développer des plateformes online d'économie comportementale capables d'étudier l'hétérogénéité des motivations sociales dans nos organisations et sociétés. Enfin, le projet évalue les politiques publiques qui visent à développer le bien-être et les comportements pro-sociaux des citoyens, en particulier dans le domaine éducatif.

Les financements de l'Agence nationale de la recherche

En 2015, les membres de la communauté académique de Sciences Po ont déposé 30 projets dans le cadre des différents appels gérés par l'Agence nationale de la recherche et cinq ont été retenus pour être financés. Le taux de succès des projets dits « génériques » est de plus de 23 %, soit un taux 3 fois plus élevé que la moyenne nationale.



Un projet ANR qui débute en 2015 : « La vie sociale et politique des papiers d'identification en Afrique »

Cordonné par **Richard Banégas (CERI, CNRS)** et Sévérine Awenengo-Dalberto (CNRS-IMAf), ce projet propose d'étudier la « gouvernementalité des papiers » en Afrique subsaharienne depuis 1945. Les documents d'identité sont pensés comme des technologies de pouvoir et des instruments de centralisation politique d'une part, et comme des vecteurs matériels de l'émergence de nouvelles subjectivités morales et politiques de l'autre. Les crises de citoyenneté que traversent les sociétés africaines contemporaines mettent en effet en jeu la question des droits, donc les « papiers » (cartes d'identité, d'électeur, extraits de naissance, mais aussi titres fonciers, permis de conduire...). Ce projet interroge le lien entre ces dispositifs d'attestation identitaire et la violence politique, mais s'intéresse aussi aux rapports ordinaires des citoyens à la sphère publique et met en regard l'usage des papiers en conjoncture de crise et en conjoncture routinière.



Un projet ANR conclu en 2015 : « Go sciences »

Coordonné par **Jérôme Aust (CSO)**, le projet Gouverner la science (2011-2015) documente l'évolution des acteurs et des dispositifs du gouvernement de la recherche depuis les années 1960 en France et en Grande-Bretagne, pour la période contemporaine. L'enquête a permis le recueil d'importantes sources écrites, orales et la réalisation d'observations en biomédecine et en recherches sur l'atmosphère. Des analyses de réseaux et prosopographiques montrent que si les scientifiques restent continuellement associés au gouvernement des politiques de recherche, leur profil et leur rôle se spécialisent et se professionnalisent au fil du temps. Par ailleurs, on observe moins un renouvellement des instruments du gouvernement de la recherche qu'une profonde transformation de leurs usages. Le financement par projet est un bon exemple de ces évolutions. Mis en place dès les années 1960 en France, il sert à développer des thématiques et s'appuie sur un pilotage très personnalisé. Mais dans les années 2000, il devient un instrument réglementé, générique, qui organise une compétition forte entre les déposants.

Les autres financements

De nombreux projets de recherche actuellement en cours à Sciences Po sont soutenus par d'autres instances de financement, qu'elles soient publiques (comme la Ville de Paris, la Région Ile-de-France, ou le Ministère des Affaires Étrangères) ou privées (qu'il s'agisse du Fonds Axa pour la recherche ou de l'Opéra de Paris).



« Une histoire politique des dettes publiques en Europe et aux États-Unis du XIX^{ème} siècle à nos jours »

Ce projet, coordonné par **Nicolas Delalande (CHSP)** et lancé en janvier 2015, est financé par le programme « Emergences » de la Ville de Paris et associe Yale University, New School for Social Research (New York), l'Université Mc Gill et l'Université d'Uppsala. Il vise à écrire une histoire politique des dettes publiques, au carrefour de l'histoire, de la science politique et de l'économie. Il s'agit d'analyser les transformations des manières d'émettre, de valoriser ou de critiquer la dette publique après l'entrée en politique des masses, au tournant du XIX^e siècle. La dette ne peut alors plus être seulement l'affaire des représentants des rentiers et des acteurs financiers. Elle est discutée dans l'espace public, et requiert, au moins périodiquement, la participation des citoyens, invités à détenir eux-mêmes une partie des titres de la dette de leur pays ou d'autres États.



« 10 mois d'école et d'Opéra »

Ce projet de quatre ans, lancé en 2015 et financé par l'Opéra de Paris, vise à évaluer les dispositifs d'action pédagogique du programme « 10 mois d'école et d'Opéra » qui a été inauguré en 1991. **Philippe Coulangeon (OSC, CNRS)** étudie l'impact de ce programme sur les habitudes et les pratiques culturelles des élèves bénéficiaires, sélectionnés dans les zones d'éducation prioritaire et/ou du fait de leur difficile accès aux pratiques artistiques. Ce projet permet ainsi de revisiter la question des liens entre culture et éducation.

SUR QUOI PORTE LA RECHERCHE À SCIENCES PO ?

En 2015, un très important travail de recensement des thématiques de recherche développées à Sciences Po a été mené par la Direction scientifique. Cette cartographie montre que les travaux de recherche sont pluridisciplinaires, couvrent une multiplicité d'échelles et de zones géographiques et mobilisent une grande variété de méthodes.

UNE CARTOGRAPHIE DE LA RECHERCHE À SCIENCES PO

La cartographie a consisté à recueillir, à analyser et à mettre en relation des données quantitatives sur la production scientifique, et des données qualitatives sur le contenu de cette production scientifique.

Les données quantitatives sont principalement des données bibliométriques récoltées sur la période 2007-2014 permettant, notamment, d'analyser les réseaux de co-publication des académiques de Sciences Po.

Les données qualitatives sont issues du codage d'un certain nombre de documents (fiches individuelles des rapports AERES, pages internet professionnelles, sujets des cours enseignés, etc.) permettant de caractériser les thématiques de recherche de chacun. Sur cette base, une trentaine de thématiques de recherche transversales en sciences humaines et sociales a été identifiée et 3 ont été attribuées à chaque académique.

UNE RECHERCHE PLURIDISCIPLINAIRE

Sciences Po dispose de deux programmes de recherche transversaux explicitement dédiés aux échanges et aux projets pluridisciplinaires, le LIEPP, sur l'évaluation des politiques publiques, et le Centre MaxPo, qui s'intéresse aux questions d'instabilité sociale, économique et politique dans les sociétés occidentales. Mais de nombreux autres projets réunissent des spécialistes de différentes disciplines autour d'une même problématique afin de croiser les regards et d'enrichir les analyses des phénomènes étudiés.

En 2015, les programmes interdisciplinaires financés par l'Idex de la Comue USPC ont pris leur essor. Des académiques de Sciences Po participent à six d'entre eux (sur neuf). Sciences Po est notamment porteur du programme « Politiques de la terre à

l'épreuve de l'Anthropocène » qui est coordonné par Bruno Latour (médialab) et qui associe des équipes de disciplines différentes de l'Institut de physique du globe de Paris et des universités Paris Descartes, Paris Diderot et Paris 13. Il est représentatif des projets pluridisciplinaires ambitieux initiés par les académiques de Sciences Po.

Par ailleurs, de nombreux séminaires se sont tenus régulièrement au cours de l'année, qui associent systématiquement plusieurs unités de recherche et des académiques de plusieurs disciplines. C'est par exemple le cas du séminaire « Réformer l'Europe » qui a réuni tous les trois mois en 2015 des politistes et des sociologues du CEE, des juristes de l'École de droit et des économistes de l'OFCE.





Le Groupe de recherche « Réflexions sur les violences de masse », une collaboration entre historiens, politistes et sociologues

Constitué en 2015 mais s'inscrivant en prolongement du projet d'Encyclopédie des Violences de Masse mis en place dès 2008, ce groupe de recherche réunit des membres du **CHSP** et du **CERI**. Il s'agit d'une plate-forme de réflexion interdisciplinaire et méthodologique portant sur les « violences de masse ». Le site de l'Encyclopédie en ligne des violences de masse (<http://www.massviolence.org/>), entièrement rénové et mis à jour en 2015, a été renommé Violence de Masse et Résistance - Réseau de recherche. Il sert de support pour la publication des communications présentées dans les séminaires du groupe (la problématique du genre lors du génocide arménien et à l'époque nazie ou la question du sionisme dans l'Allemagne de Hitler en 2015) et lors de la conférence internationale « *Civilians at stake: mass violence in Asia and Europe from 1931 to the present* » organisée en décembre 2015.



Le projet « Defensor Iuris », une collaboration entre juristes et historiens

Dirigé par **Frédéric Audren (École de droit, CNRS)** et financé dans le cadre des appels à projets internes à Sciences Po (« projet SAB »), « Defensor Iuris » s'est terminé en 2015. Au croisement de l'histoire de la Résistance et de l'histoire de la science juridique, il s'agissait d'analyser l'engagement des professeurs de droit français dans la Résistance entre 1940 et 1944. Évaluant leurs productions doctrinales pendant cette période, ce projet s'est interrogé sur les conditions de possibilité et les formes d'une Résistance juridique en contexte autoritaire ainsi que sur la façon dont les facultés de droit ont construit la mémoire de ces événements.



Le projet ACCESSUP (« Les politiques d'accès à l'enseignement supérieur »), une collaboration entre sociologues et économistes

Lancé en 2015 par **Agnès van Zanten (OSC, CNRS)** et **Denis Fougère (OSC, CNRS)** pour une durée de 3 ans, ACCESSUP s'intègre à l'axe Politiques éducatives du **LIEPP**. Il a pour objectif d'étudier les politiques d'accès à l'enseignement supérieur dans une perspective englobant à la fois leur conception, leur mise en œuvre et leurs effets. Il comporte 3 volets : analyse de la conception/impulsion des politiques d'accès à l'enseignement supérieur au niveau national et régional ; analyse de la mise en œuvre dans les lycées ; analyse des effets du dispositif APB et des choix d'études supérieures des lycées en Ile-de-France.

DES TRAVAUX QUI PORTENT MOINS SUR LA FRANCE QUE SUR LE MONDE

Loin de ne porter que sur la France, les recherches menées à Sciences Po adoptent une perspective globale, européenne ou extra-européenne, et lorsque la France est analysée c'est souvent en comparaison avec d'autres zones géographiques.

Les thèses soutenues à Sciences Po en 2015 sont une bonne illustration de cette optique globale et comparative. Sur les 57 thèses soutenues, toutes disciplines confondues, seules 6 portent sur la France ou sur un objet qui peut être qualifié de « français ».



Une « ethnographie historique des situations de contact entre l'Europe et l'Asie du Sud-Est à l'aube de l'ère moderne »

Fruit d'une recherche réalisée grâce à un financement de la Direction scientifique de Sciences Po, cet ouvrage relève à la fois de la microhistoire et de « l'histoire connectée ». Sur la base d'un travail d'archives mené en Espagne et au Mexique, **Romain Bertrand (CERI)** prend appui sur un procès d'Inquisition contre un enfant accusé de sorcellerie dans la Manille du 16^e siècle pour s'interroger sur la Conquête espagnole des Philippines, son historiographie, l'inévitabilité de l'expansion occidentale. Il dévoile ainsi le paysage dérobé de la Conquête et défait la fiction de l'irrésistible expansion occidentale.

Le long remords de la conquête. Manille-Mexico-Madrid : l'affaire Diego De Avila, 1577-1580, de Romain Bertrand (Le Seuil, 2015).

DIVERSITÉ ET RICHESSE DES APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES

Tout l'éventail des méthodes de recherche en sciences humaines et sociales est représenté à Sciences Po (méthodes qualitatives, quantitatives, méthodes mixtes ou adaptées aux données issues d'Internet) et la palette des compétences est particulièrement large en matière de recueil, d'analyse et de visualisation des données. Celles-ci bénéficient du soutien d'ingénieurs de recherche, de *data scientists*, de nombreux instruments et équipements de soutien, au sein des centres de recherche ou du CDSP et du médialab.

En 2015, l'équipement d'excellence DIME-SHS a atteint sa vitesse de croisière. Porté par le CDSP, il a lancé plusieurs appels à projets destinés à l'ensemble de la communauté scientifique française : deux appels pour le panel Internet ELIPSS (Étude Longitudinale par Internet pour les sciences humaines et sociales) dans le cadre de DIME-SHS/Quanti et un appel pour le dépôt d'enquêtes qualitatives dans le cadre de DIME-SHS/Quali.

QUATRE THÉMATIQUES PHARES

La cartographie de la recherche a également permis d'identifier quatre thématiques prioritaires qui sont toutes abordées grâce à des approches et des outils méthodologiques multiples et très diversifiés, comme le montrent les travaux menés, achevés ou publiés en 2015.

L'analyse des phénomènes politiques : l'ADN de Sciences Po

L'analyse du politique et des phénomènes politiques est un des marqueurs identitaires de Sciences Po : étude de l'État, de l'administration, des politiques publiques, de la participation et des comportements politiques, de la démocratie, des nations et des nationalismes, de la violence politique, de la guerre et des processus de pacification. Les évolutions récentes sont allées dans le sens d'un enrichissement de cette analyse grâce à un croisement plus important sur cette même thématique de plusieurs disciplines (science politique, sociologie mais aussi histoire, droit ou économie) et de différentes approches et méthodes. En 2015, les équipes de recherche de Sciences Po ont notamment mis en place les dispositifs de recherche qui permettront de couvrir et d'analyser les élections présidentielles de 2017.



Open Data Camp Elections

Le 23 février 2015, le **CDSP** a mis en accès libre (data.gouv.fr) un ensemble de données historiques couvrant les élections législatives, présidentielles, régionales et cantonales depuis 1958. À cette occasion, les développeurs, chercheurs, étudiants, *data scientists* étaient invités à participer à un « OpenDataCamp Élections » organisé conjointement à Sciences Po par le CDSP, le ministère de l'Intérieur et Etalab (la mission du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique, en charge de l'ouverture des données publiques et du gouvernement ouvert).



L'enquête électorale française

Issue d'un important financement du Ministère de l'intérieur, lancée en 2015, cette enquête vise à combler l'absence, en France, d'un grand dispositif d'enquête électorale pour comprendre les logiques de la décision électorale. Coordonnée par le **CEVIPOF**, elle donne une série d'indicateurs et de mesures sur les tendances de l'électorat français. Ce projet est inédit par le volume et la précision des données produites : 10 vagues d'interrogations, 80 questions par vague, un même échantillon d'au moins 10 000 personnes interrogé à chaque vague, soit 40 millions de données produites. Un réseau de collaboration avec les meilleurs spécialistes des études électorales à l'étranger et en France a été constitué afin d'élaborer ce dispositif et d'analyser les données produites.

L'étude des phénomènes économiques : un axe fort

L'étude des phénomènes économiques constitue désormais un axe fort des recherches menées à Sciences Po, que ce soit sous l'angle de l'analyse des politiques et des acteurs économiques, de la théorie économique, de l'analyse sociologique des marchés ou de l'étude de la finance. À nouveau, toutes les disciplines présentes à Sciences Po abordent cet objet.

En 2015, on peut notamment citer les nombreux projets qui ont été déployés dans le domaine de la sociologie économique. Les travaux menés sur les transformations du capitalisme et les entreprises au CSO ont donné lieu à la publication d'un numéro spécial de la *Revue française de sociologie*.

La financiarisation de nos sociétés a été l'objet de plusieurs projets de recherche financés et les recherches menées au centre MaxPo et à l'OSC sur les salaires ont produit plusieurs publications prestigieuses.

Par ailleurs, l'investissement de Sciences Po dans la *political economy* a été rendu visible par la création d'un groupe sur ce sujet au sein du CEE.



Salaire minimum et équilibre spatial

Grâce à un financement interne (« projet SAB »), **Joan Monras (Département d'économie, LIEPP)** a lancé en 2015 un projet de recherche qui, au lieu d'analyser une fois encore l'influence des politiques de salaire minimum sur l'emploi, porte sur la façon dont ces politiques ont un impact sur l'économie en général. Il regarde notamment les relations entre différentes villes ou régions dans un même système économique au sein duquel les travailleurs ont la liberté de se déplacer.



Les services à la personnes : une analyse d'économie politique

En Europe se sont développées au cours des vingt dernières années des politiques visant à promouvoir les services à la personne. Ces politiques prennent essentiellement la forme d'une subvention de la demande, par le biais de réductions fiscales et d'exonérations de cotisations sociales employeurs. Cet article de **Nathalie Morel (CEE, LIEPP)** met en lumière les reconfigurations du rôle l'État dans la protection sociale et les effets distributifs des politiques de services à la personne. Il analyse également les transformations des marchés du travail que ces politiques induisent (effets en termes de dérégulation du marché du travail, de qualité de l'emploi et de dualisation des marchés du travail). Il souligne enfin les clivages sociaux, sexués et ethniques que ces politiques structurent ou renforcent.

« *Servants for the Knowledge-Based Economy? The Political Economy of Domestic Services in Europe* », par Nathalie Morel (CEE, LIEPP) (*Social Politics*, 22 (2): 170-192, Summer 2015).

Inégalités, stratification, discriminations : des questions dont l'actualité ne faiblit pas et dont il faut renouveler l'analyse

Les politistes et les sociologues de Sciences Po se sont, depuis de nombreuses années maintenant, intéressés à la stratification sociale, à la question des inégalités et à leurs effets sur les populations, sur les comportements politiques, etc. Ce sont désormais de nouvelles disciplines, notamment l'économie, qui abordent également ces phénomènes, et de nouvelles formes de discriminations, comme celles liées au genre ou au handicap, qui sont étudiées. En 2015, les travaux menés à Sciences Po sur les migrations ont ainsi permis d'apporter un regard éclairant sur des événements qui ont marqués l'actualité et en ont souligné la complexité. Dans un autre domaine, toujours en 2015, l'arrivée à Sciences Po de Carlo Barone (OSC) permettra de renouveler les recherches sur les questions de stratification et les inégalités scolaires.



Une analyse des migrations en Méditerranée

Cet ouvrage collectif, dirigé par **Catherine Wihtold de Wenden (CERI, CNRS)** et **Hélène Thiollet (CERI, CNRS)** ainsi que Camille Schmoll (Université Paris Diderot), interroge l'évolution des systèmes migratoires, les transformations des formes de mobilité, ainsi que les changements institutionnels, culturels, politiques, économiques et sociaux qui les accompagnent et les déterminent. Il met en évidence les contradictions et la fragilité de l'Europe face aux crises qui touchent le Moyen-Orient et l'Afrique, dans un contexte marqué par une récession économique globale et identifie trois espaces migratoires selon qu'il s'agit de migrations de travail, de migrations de transit ou de migrations forcées pour les demandeurs d'asile.

Migrations en Méditerranée : permanences et mutations à l'heure des révolutions et des crises, dirigé par Camille Schmoll, Hélène Thiollet et Catherine Wihtol de Wenden (CNRS Editions, 2015).



Les effets des discriminations sur les descendants d'immigrés

Mirna Safi (OSC) et ses co-auteurs cherchent à déterminer si la réussite éducative et l'insertion dans l'emploi de jeunes dont au moins un parent est né en Afrique du Nord, Afrique subsaharienne ou au Proche et Moyen-Orient sont semblables à celles de jeunes dont les parents ne sont pas immigrés, à caractéristiques sociodémographiques et à lieu de résidence identiques. La géolocalisation à une échelle très fine des enquêtes Génération 1998 et 2004 offre une opportunité unique pour répondre à cette question. Les auteurs montrent l'ampleur des écarts entre les descendants d'immigrés et leurs homologues descendants de natifs, des écarts qui se maintiennent une fois les effets géographiques pris en compte.

« *Les difficultés scolaires et professionnelles des jeunes issus de l'immigration : effet de l'origine ou effets géographiques ?* », de Mirna Safi, Romain Aeberhardt et Roland Rathelot (*Population*, vol. 70, n° 3, 2015).

Le numérique : l'utiliser, l'analyser, en étudier les effets

Les « big data », qu'il s'agisse de l'utilisation de très larges bases de données ou du traitement de données obtenues à partir du web, offrent aux chercheurs en sciences sociales et aux enseignants de nouvelles possibilités mais posent aussi de nouvelles questions et nécessitent le recours à des compétences techniques et scientifiques diversifiées. Par ailleurs, peu de secteurs aujourd'hui ne sont pas affectés par le numérique et il est indispensable d'analyser ces transformations et leurs effets sur la conduite de l'action publique, la gouvernance des villes, la démocratie, le management des organisations, la gestion des personnels, le fonctionnement des marchés ou les campagnes électorales.

En 2015, Sciences Po a donc décidé de restructurer ses recherches et son offre en services sur ces questions en lançant le recrutement pour septembre 2016 de nouveaux profils de spécialistes des méthodologies numériques et des sciences sociales numériques et computationnelles qui permettront de renforcer la réflexion sur le numérique, outil et objet de sciences sociales.



An Inquiry Into Modes of Existence

Le projet AIME, financé par une bourse ERC décernée à **Bruno Latour (médiablab)**, s'est terminé en 2015. Il a permis la création d'une communauté de co-enquêteurs d'une centaine de participants, l'exploration d'un site participatif utilisé chaque jour par une centaine d'utilisateurs (6000 inscrits), une abondante production scientifique, ainsi que la préparation d'une exposition qui aura lieu en 2016 à Karlsruhe. Le projet a permis de tester des solutions logicielles originales, de nouvelles solutions de design et la validation du projet initial de réalisation d'une anthropologie des Modernes, à partir de l'ouvrage *Enquête sur les modes d'existence (La Découverte, 2012)* dont l'appareil critique a été placé sur une plateforme web. Se basant sur une interface d'exploration de ce texte, de son glossaire et de sa documentation, 137 contributions, écrites par 60 co-enquêteurs, ont été publiées.



Que fait le numérique aux archives d'enquêtes en sciences sociales ?

Ce texte porte sur les effets du numérique sur les archives scientifiques, à travers le cas de la mise en archives et de la documentation d'une enquête qualitative, en vue d'une restitution sur internet auprès de la communauté scientifique. Comme le soulignent **Sarah Cadorel et Anne Both (CDSP)**, dans ce contexte singulier, les notions d'original, d'originel et d'unicité deviennent inopérantes. Néanmoins, ces archives d'enquêtes – qui ont été façonnées, transformées, par des ajouts et des suppressions – retrouvent leur valeur d'usage originelle, celle d'un corpus scientifique, en réintégrant de manière intelligible le circuit de la recherche.

« *Pour en finir avec l'original ? Des effets du numérique sur les archives scientifiques : le cas de beQuali* » par Sarah Cadorel et Anne Both, dans *Frontières d'archives : recherches, mémoires, savoirs*, dirigé par Jean-François Bert et Marc J. Ratcliff (Éditions des Archives Contemporaines, 2015).

QUEL CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET QUELLE STRATÉGIE POUR LA RECHERCHE À SCIENCES PO ?

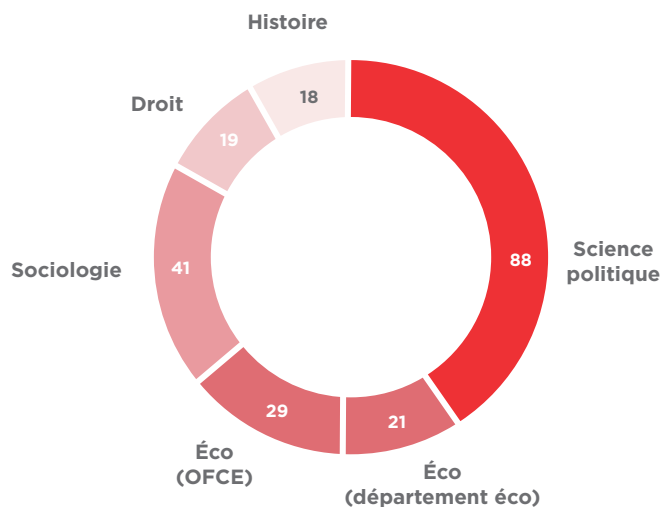
DES UNITÉS DE RECHERCHE ET DES DÉPARTEMENTS

La recherche à Sciences Po se développe au sein de onze centres de recherche (sept UMR, trois équipes d'accueil et l'OFCE) et de deux programmes transversaux, le LIEPP (labex) et le MaxPo fruit d'une coopération internationale entre la Société Max Planck et Sciences Po.

Chacun des centres a choisi un rattachement principal à l'une des cinq disciplines les plus représentées à Sciences Po et constituées en départements : le droit, l'économie, l'histoire, la science politique et la sociologie.

Les chercheurs et universitaires de Sciences Po choisissent eux aussi un rattachement principal à un département, qui n'est pas nécessairement le même que celui de leur centre. Ils ont ainsi une double appartenance, leur centre de recherche qui est aussi leur lieu de travail quotidien et un département, en charge de la formation, des grandes orientations de la discipline et de la répartition des enseignements.

En 2015, la répartition de la faculté permanente de Sciences Po par département montre une forte présence de la science politique (41 %). La prise en compte de l'évolution de cette répartition depuis quelques années souligne néanmoins un rééquilibrage en cours avec l'augmentation du poids de l'économie, de la sociologie, du droit et de l'histoire.



Répartition de la faculté permanente par département (Sciences Po, 2015)

Science politique **41 %**

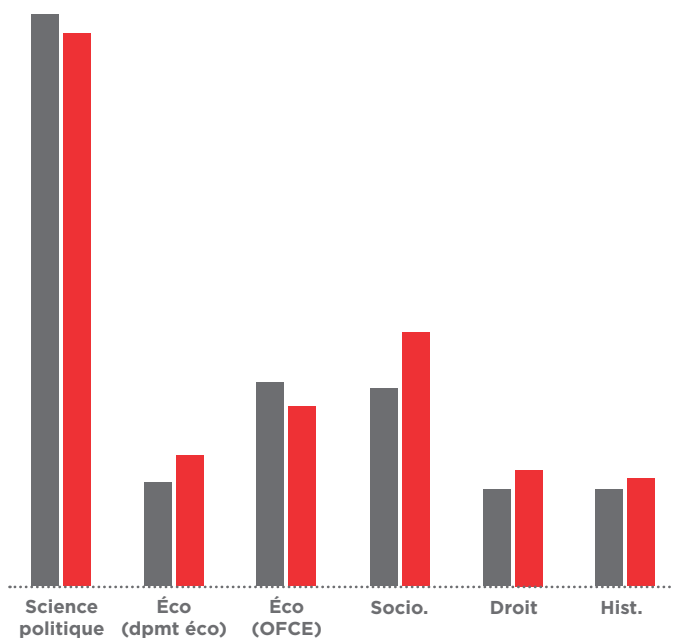
Économie (département d'éco) **10 %**

Économie (OFCE) **13 %**

Sociologie **19 %**

Droit **9 %**

Histoire **8 %**



Évolution de la répartition de la faculté permanente par département (Sciences Po, 2011-2015)

■ 2011

■ 2015

QUI SONT LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ACADÉMIQUE DE SCIENCES PO EN 2015 ?

UNE COMMUNAUTÉ ACADÉMIQUE AUX STATUTS VARIÉS

La communauté de Sciences Po compte, d'une part, des professeurs et maîtres de conférences des universités et des chargés et directeurs de recherche CNRS.

Elle compte, d'autre part, des personnels académiques FNSP sous contrats privés :

- certains sont chargés ou directeurs de recherche FNSP
- depuis 2009, la FNSP ne recrute plus de chercheurs mais des chercheurs-enseignants qui sont *assistant professors* puis *associate* ou *full professors* quand ils obtiennent la tenure
- enfin, les personnels scientifiques de l'OFCE ont le statut de chargés d'étude.

Au sein de la faculté permanente, la moyenne d'âge est de 49 ans. Les moins de 45 ans représentent plus de 40 % de l'ensemble des académiques de Sciences Po (25 % pour la tranche d'âge 45-55 ans et 32 % pour les plus de 55 ans). Les femmes sont en moyenne plus jeunes que les hommes (46,8 contre 48,8 ans), et cet écart se vérifie dans l'ensemble des disciplines (jusqu'à 5 ans d'écart en moyenne en économie).

La proportion de femmes a légèrement augmenté grâce aux recrutements effectués en 2015 et elle est passée de 28,8 à 31 %. Les écarts sexués en ce qui concerne la répartition par grade subsistent en revanche. Les femmes sont systématiquement et proportionnellement moins nombreuses que les hommes dans tous les grades et plus encore au sein des grades de rang A. Elles ne représentent ainsi que 20 % des professeurs (professeurs des universités et *full professors*) alors que les seuls professeurs représentent un tiers du total des académiques (plus de 50 % si on leur ajoute les directeurs et directrices de recherche). Les chargés de recherche

et les *assistant professors* rassemblent la part la plus importante des académiques femmes de Sciences Po, alors qu'ils représentent moins du quart du total de la faculté permanente. À cet égard, un plan d'action 2015-2017 pour l'égalité entre les femmes et les hommes qui contient des mesures visant spécifiquement la communauté académique a été lancé en 2015 et « référente égalité » pour la recherche à Sciences Po a été nommée.

Les recrutements effectués au cours de l'année 2015 témoignent de l'internationalisation de la faculté permanente de Sciences Po depuis plusieurs années. Cette dernière compte 23 nationalités différentes et la part de ceux qui ont obtenu leur diplôme de doctorat à l'étranger a très fortement augmenté récemment pour représenter 30 % des membres de la faculté permanente en poste depuis moins de 5 ans, alors que cette proportion est de seulement 5 % pour les académiques en poste depuis plus de 10 ans.

UNE STRATÉGIE DE RECRUTEMENT AMBITIEUSE ET INNOVANTE

La stratégie de recherche de Sciences Po est d'accroître la taille de sa communauté scientifique permanente, encore trop limitée (216 personnes pour 13 000 étudiants), en recrutant les meilleurs candidats sur des thématiques prioritaires, et en leur garantissant les conditions permettant que les idées et projets innovants puissent voir le jour.

La faculté permanente de Sciences Po est en effet de taille modeste, mais elle est en augmentation grâce à une politique de recrutement volontariste lancée en 2009. Elle vise à recruter les meilleurs candidats, quelle que soit leur nationalité, leur établissement et leur statut d'origine. Un guide du recrutement ³ précise les procédures et les bonnes pratiques à suivre. Un travail a d'ailleurs été initié en 2015 par Sciences Po à l'échelle d'USPC sur la Stratégie européenne de ressources humaines pour les chercheurs (HRS4R). Il porte sur les questions relatives aux principes éthiques et responsabilités professionnelles, sur le recrutement, le développement de carrière et la mobilité, sur les conditions de travail, sur la formation à destination du personnel académique.



Les recrutements académiques à Sciences Po en 2015 - Quelques chiffres

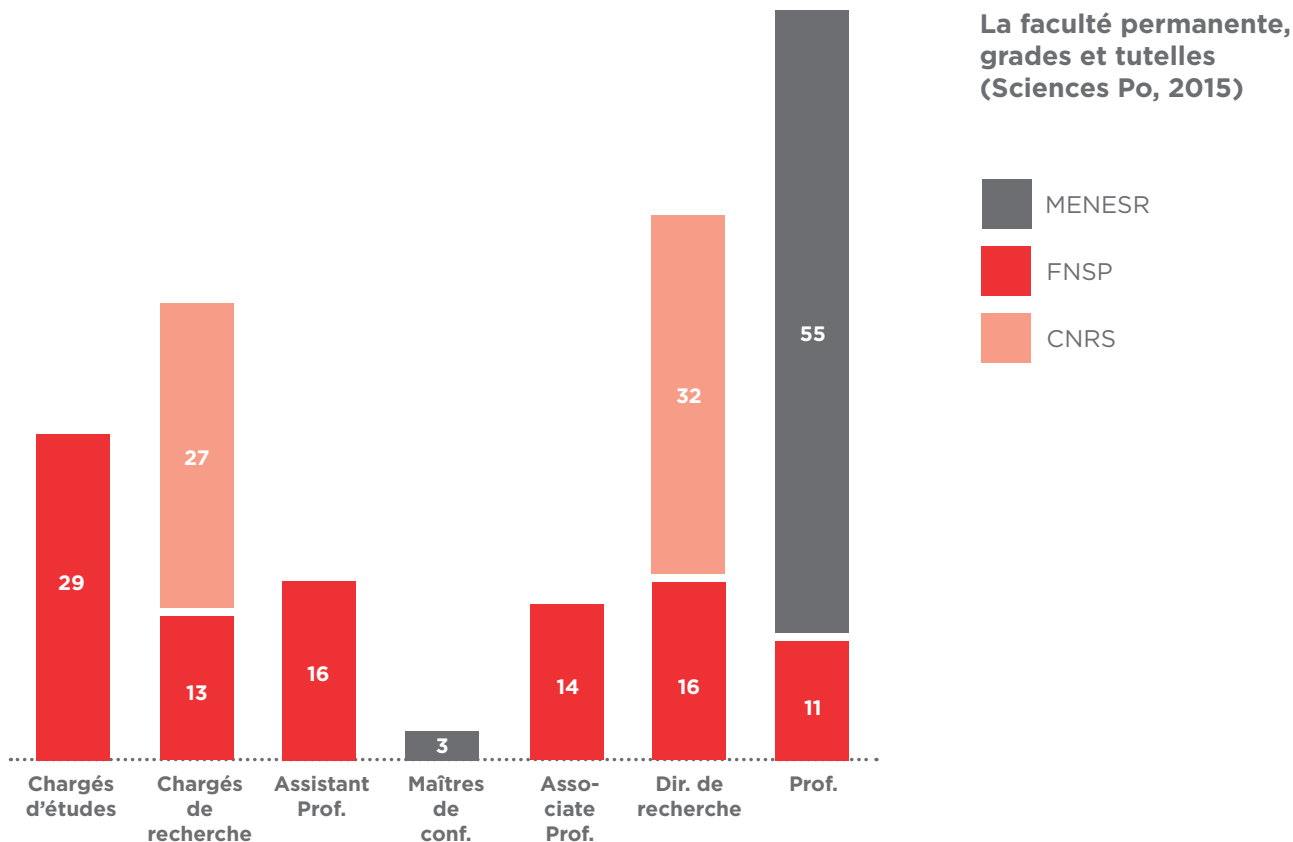
Sciences Po a accueilli **15 nouveaux membres** de la faculté permanente en 2015. Parmi les nouveaux recrutés, on compte **10 hommes** et **5 femmes** ; **7** sociologues, **2** juristes, **2** politistes, **2** historiens, **1** économiste et **1** urbaniste. **Sept** d'entre eux sont professeurs, **3** sont assistant professors, **2** sont directeurs de recherche et **2** chargées de recherche au CNRS. Parmi les nouveaux arrivés de 2015, **un tiers** sont de nationalité étrangère, **un tiers** a obtenu son doctorat hors de France et **un tiers** était en poste dans une université étrangère avant de rejoindre Sciences Po.

³ Le Guide du recrutement peut être téléchargé à l'adresse suivante :
http://www.sciencespo.fr/recherche/sites/sciencespo.fr.recherche/files/Guide_Recrutement_janvier_2015.pdf

CONVERGENCE DES MISSIONS MAIS PLURALITÉ DES STATUTS

La communauté scientifique de Sciences Po est constituée de maîtres de conférences et professeurs des universités, de chercheurs CNRS et de personnels sur contrats privés de la FNSP, assimilés aux enseignants-chercheurs du MENESR depuis 2014. Les chercheurs CNRS et FNSP sont encouragés à enseigner à tous les niveaux (du collège au doctorat) et plus largement c'est une politique de convergence entre les missions qui est menée.

Les membres de la faculté permanente de Sciences Po sont principalement de statut FNSP (46 %), les académiques de statut public se répartissant à parts égales entre statut CNRS et MENESR.



2015, UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LES PERSONNELS FNSP ET POUR SCIENCES PO

En 2015, la Direction scientifique a mis à jour le guide du recrutement et piloté une rénovation complète du système de *tenure track* mis en place à Sciences Po depuis 2009 pour les personnels FNSP. Ce texte précise notamment les différentes étapes du processus et les critères propres à chaque discipline. Les personnels scientifiques FNSP, qu'ils soient chercheurs ou chercheurs-enseignants, bénéficient dorénavant et pour la première fois d'un texte qui régit leurs conditions de travail au sein de la FNSP et qui garantit, à l'instar des professeurs et maîtres de conférences des universités, le principe fondamental de la liberté académique.

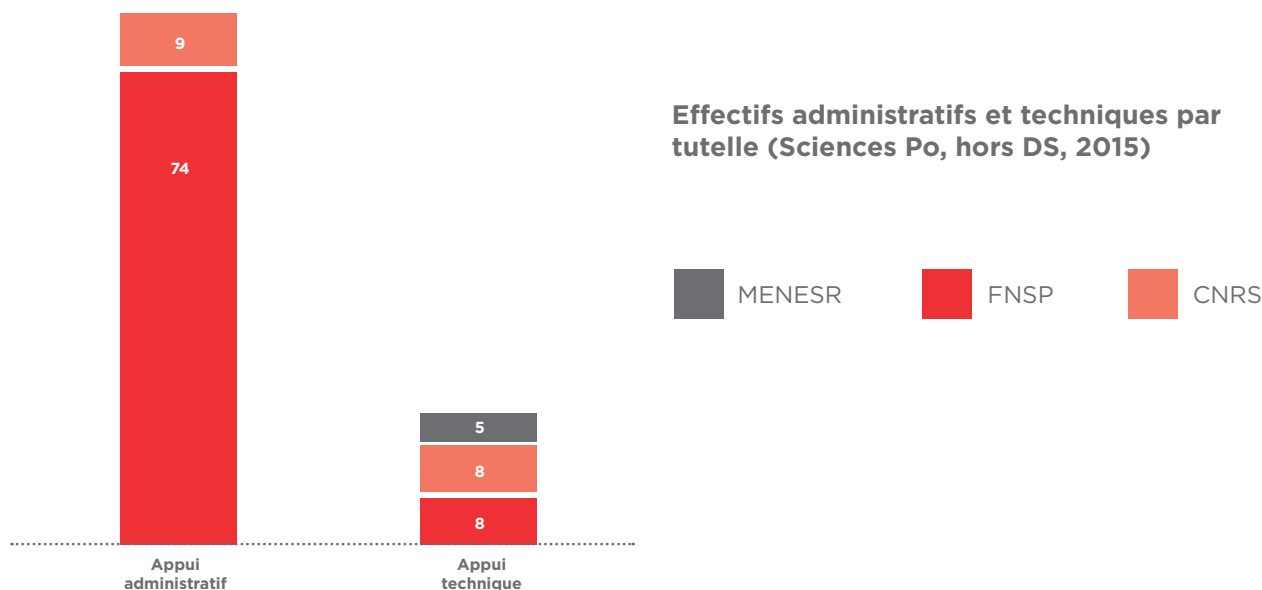
En 2015 a été menée la campagne d'évaluation bi-annuelle du personnel scientifique FNSP. Les dossiers de 56 chercheurs et chercheurs-enseignants ont pu être examinés, en fonction de deux profils (un profil chercheur et un profil chercheur-enseignant), permettant ainsi une évaluation plus fine, au plus près de leur activité réelle.

La Direction scientifique a en outre participé, tout au long de l'année 2015, aux travaux de préparation de la réforme des statuts de Sciences Po, qui ont abouti à la création d'un Conseil scientifique, qui prendra la suite des actuelles instances de gouvernance de la recherche.



GARANTIR DES CONDITIONS DE TRAVAIL EFFICACES

Des personnels d'accompagnement compétents (ingénieurs de recherche, administratifs, chargés de communication, gestionnaires, etc.) s'attachent à mettre en œuvre la politique scientifique de leurs centres de recherche et veillent à garantir d'excellentes conditions de travail aux membres de la faculté permanente. Des efforts continus sont également menés par la DSGI et la DSI afin d'offrir le meilleur environnement de travail possible, alors même que les effectifs académiques sont en augmentation constante depuis le début de la décennie.



Des réunions mensuelles entre secrétaires généraux et entre chargés de communication créent depuis plusieurs années des espaces d'échange sur les savoirs et les pratiques de chacun. En 2015, il a été décidé de faire vivre également une communauté de métier avec les gestionnaires des unités de recherche.

Des chantiers ont par ailleurs été entrepris en 2015 dans les domaines de la gestion et de la valorisation des données de la recherche (en coopération avec la DRIS) ou des systèmes d'information permettant le suivi des activités de recherche (en coopération avec la DSI).

LA MÉDAILLE DE CRISTAL DU CNRS POUR 3 INGÉNIEURES DU CDSP

En 2015, trois ingénieures du **CDSP** ont reçu la médaille de cristal du CNRS qui distingue des ingénieurs, des techniciens et des administratifs qui contribuent aux côtés des chercheuses et des chercheurs à l'avancée des savoirs et à l'excellence de la recherche en France.

Anne Cornilleau (FNSP), Anne-Sophie Cousteaux (MENESR) et Geneviève Michaud (CNRS) ont été récompensées pour leurs travaux dans le cadre du projet ELIPSS (Étude longitudinale par Internet sur les sciences sociales, Equipex DIME-SHS).

LES RESSOURCES FINANCIÈRES

Afin d'améliorer la connaissance et le suivi des activités de recherche à Sciences Po et de mieux les valoriser, une cellule de pilotage a été créée en 2015 pour collecter et analyser des informations scientifiques et budgétaires qui aideront les centres et la Direction scientifique à orienter leurs décisions.

En 2015, Sciences Po a consacré 32 % de son budget à la recherche (37 % avec les ressources CNRS et MENESR) et maintient ainsi son engagement fort dans les sciences humaines et sociales et le financement de ses laboratoires. Cet effort est aussi celui des centres de recherche puisque 13,7 % de ce budget est issu de ressources contractuelles. Ce ratio a doublé en 5 ans, signe d'un dynamisme constant des équipes de la recherche à Sciences Po (académiques et administratifs) dans leur effort d'obtention de conventions de financement auprès des agences nationales ou européennes et de reconnaissance de la qualité de la production scientifique réalisée à Sciences Po par les jurys internationaux.

Ces ressources proviennent en très grande partie des appels européens (Horizon 2020) et de l'Agence nationale de la recherche. Pour 2015, la contribution de l'ANR représente 53 % des ressources, du fait de la forte implication de la communauté de Sciences Po dans les activités financées par l'IDEX, lié à la COMUE USPC.

FAVORISER L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX PROJETS

En 2015, la Mission d'appui aux projets scientifiques (MAPS) de Sciences Po a soutenu le montage de près de 60 projets et leur dépôt auprès des grandes institutions de financement de la recherche, françaises et internationales. Ce travail d'appui est réalisé au plus près des chercheuses et des chercheurs de l'institution et s'accompagne d'un travail de veille constant sur les opportunités de financement existantes.

Par ailleurs, depuis 2009, Sciences Po finance, sur fonds propres, des projets de recherche fondamentale abordant une question innovante ou développant une approche nouvelle. Ils sont sélectionnés par un comité composé d'universitaires de rang international (le SAB, pour *Scientific Advisory Board*), tous extérieurs à Sciences Po.

En 2015, 17 « projets SAB » ont été sélectionnés pour des montants compris entre 20 000 et 60 000 euros (7 projets financés sous forme de fonds d'amorçage et 10 financés sous forme de projets de recherche).



Un exemple de « projet SAB » sélectionné en 2015 : « Learning How. Apprenticeship in 18th and 19th century France »

Bien que l'apprentissage soit un leitmotiv des discours politiques il reste très peu étudié et donc mal compris. Pour combler ce défaut de connaissance, ce projet, coordonné par **Claire Lemerrier (CSO, CNRS)** avec Clare Crowston (University of Illinois) et Steven Kaplan (Cornell University), prend en compte les dimensions culturelles, politiques, économiques et sociales de l'apprentissage et combine différentes échelles et méthodes de recherche qualitatives et quantitatives. Il analyse comment l'apprentissage, étudié empiriquement dans la France des 18^{ème} et 19^{ème} siècle, a contribué à la reproduction de l'ordre social, a offert des opportunités individuelles de mobilité, et a été ré-inventé afin de s'adapter aux transformations du contexte historique.

SCIENCES PO DANS LA COMMUNAUTÉ SORBONNE PARIS CITÉ

Les membres de la communauté scientifique de Sciences Po participent pleinement à la politique de recherche développée par l'Université Sorbonne Paris Cité.

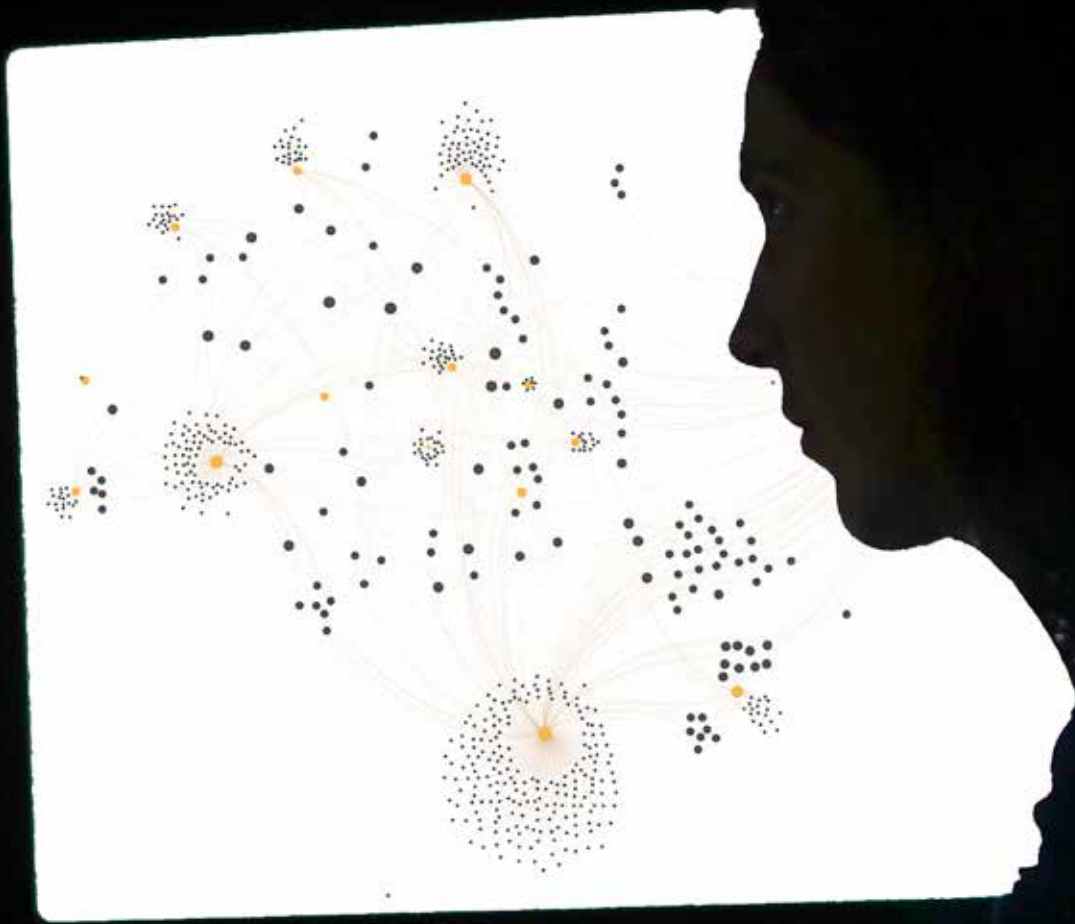
En 2015, ils sont ainsi impliqués dans 7 projets interdisciplinaires nés à l'échelle d'USPC. Sciences Po coordonne par ailleurs 9 projets de recherche et est associé à 5 autres projets en collaboration avec d'autres établissements membres de la COMUE. Toujours en 2015, trois chaires d'excellence USPC ont été attribuées à des académiques de Sciences Po ; le Réseau recherche Europe, créé pour renforcer la participation des différents établissements à l'Espace européen de la recherche, est piloté par Sciences Po qui diffuse ainsi son expertise en matière d'aide et de montage de projets européens et d'accompagnement en proximité des équipes de recherche.

L'année 2015 a également été marquée par le rôle central joué par Kathy Rousselet (CERI) comme préfiguratrice du pôle « Sciences sociales » d'USPC qui aura notamment pour vocation de participer à la constitution de réseaux de collaboration scientifiques sur des thèmes innovants au sein de la COMUE.



Un nouveau projet financé par USPC en 2015 : FINED

Ce projet, qui propose une analyse sociale et politique de la financiarisation des économies domestiques (2015-2018) est co-dirigé par **Jeanne Lazarus (CSO)** sociologue et Isabelle Guérin (CESSMA, Paris 7) socio-économiste. Le projet porte sur les conséquences de la place nouvelle des activités financières sur les économies domestiques. Trois pays sont comparés (France, Inde et Brésil), grâce à des équipes de recherche présentes dans chacun d'entre eux. Ce travail interdisciplinaire et comparatif permettra de penser les pratiques financières des ménages dans des contextes très différents (en termes de niveaux de richesse, de systèmes financiers et d'organisation de la protection sociale). Malgré la diversité des disciplines, les membres de l'équipe partagent le même souhait de se démarquer d'approches d'économie expérimentales et comportementales afin de donner une place centrale dans leurs analyses aux dimensions sociales et politiques.



**UNITÉS DE
RECHERCHE ET
PROGRAMMES
TRANSVERSAUX**

LE CDSP EN 2015

- Trois ingénieures de recherche du Centre de données socio-politiques (CDSP) de Sciences Po ont reçu de concert, le 22 septembre, la médaille de cristal du CNRS. Anne Cornilleau, Anne-Sophie Cousteaux et Geneviève Michaud sont ainsi récompensées pour le rôle déterminant qu'elles ont joué dans la mise en place d'Elipss, un dispositif d'enquête innovant utilisant les nouvelles technologies.
- Mise à disposition des résultats électoraux sur le portail data.gouv.fr.
- Contribution au groupe de travail sur les données de la recherche à Sciences Po, mené avec la Direction des ressources et de l'information scientifique.
- Renouvellement complet de l'équipe administrative ; réorganisation des activités du CDSP en deux pôles : administratif, finance et communication, d'une part et production, documentation, diffusion d'enquêtes et de données, d'autre part. Le second pôle est structuré en trois équipes : projets numériques, enquêtes qualitatives, données quantitatives.

Présentation générale et orientation scientifique

Créé en 2005 par le CNRS et la FNSP, le Centre de données socio-politiques (CDSP, UMS 828) est une unité mixte de service dont l'activité est centrée sur l'archivage et la mise à disposition des données, et sur les méthodes des sciences sociales. Un des enjeux forts du CDSP est de développer son offre de service définie par et à destination de la communauté scientifique tout en l'articulant aux évolutions que connaissent les données de la recherche.

Axes et champs de recherche principaux

Dirigé par Laurent Lesnard, sociologue au CNRS, et fort d'une vingtaine d'ingénieurs en 2015, le CDSP propose à la communauté scientifique une offre de services qui s'organise principalement autour de l'archivage, la documentation et la diffusion de données quantitatives (enquêtes par questionnaire et résultats électoraux) et qualitatives (banque de données d'enquêtes BeQuali et inventaires des enquêtes des sciences sociales du politique - Archipolis) ; de la collecte et l'aide à la production de données (Enquête sociale européenne et panel Internet mobile ELIPSS) ; du développement des méthodes qualitatives et quantitatives : formations, missions d'expertise, groupes de réflexion, enseignement.

LE CEE EN 2015

- L'année 2015 a été marquée par l'arrivée de deux nouveaux membres dans l'équipe : Philippe Bezès qui consacre ses travaux à la sociologie historique des politiques de réforme administrative et de l'État, et à l'analyse des processus de transformation des bureaucraties publiques en France et en perspective comparative ; Marco Cremaschi qui travaille quant à lui sur les grands projets urbains dans une perspective comparée.
- Autre fait marquant de l'année 2015, l'organisation de la 22^{ème} Conférence du *Council for European Studies* à Sciences Po (8-10 juillet), portée par le Centre d'études européennes, avec le soutien du LIEPP. Cette conférence internationale a rassemblé près de 1500 chercheurs sur le thème : « Contradictions: Envisioning European Futures ».
- Plusieurs projets de valorisation de la recherche ont été développés : la création d'un Blog dédié aux questions européennes (MAEurope) ; une politique ciblée de relations avec les grandes associations disciplinaires (participation des académiques, y compris les doctorants, aux grands rendez-vous : APSA, ECPR, ISA, AFSP) ; l'édition d'une Newsletter thématique trimestrielle : 3 numéros ont déjà été publiés (« Élections », « Europe », « Villes, territoires et mobilités »).

Présentation générale et orientation scientifique

Le Centre d'études européennes (UMR 8239) est un laboratoire pluridisciplinaire qui se consacre à l'analyse comparative du politique. Créé en 2005, il rassemble aujourd'hui une trentaine de chercheurs statutaires, une cinquantaine de doctorants et jeunes docteurs et une trentaine de chercheurs affiliés et associés, français et étrangers. Les chercheurs du centre sont rattachés à 4 départements (science politique, sociologie, droit et histoire) ainsi qu'à l'École des Affaires internationales (PSIA), à l'École urbaine et à l'École d'affaires publiques de Sciences Po.

Axes et champs de recherche principaux

Le projet scientifique du CEE, combinant recherche fondamentale et recherche appliquée, est structuré autour de l'analyse comparative du politique, répartie en sept axes : Approche globale de l'Europe et de l'intégration européenne ; Villes, territoires et migrations ; Environnement et politique : perspectives comparées ; Économie politique comparée ; Vie quotidienne du politique : action publique et individus ; Valeurs, attitudes et comportements politiques ; Institutions et compétition politique.

LE CENTRE D'HISTOIRE (CHSP)

LE CHSP EN 2015

- L'année 2015 a vu le recrutement au Centre d'histoire de deux professeurs des universités, Sabine Dullin (histoire de l'Europe centrale et orientale au XX^e siècle) et Alain Chatriot (histoire contemporaine de l'État, des institutions et des politiques publiques), et de deux post-doctorants, David Do Paço et Étienne Peyrat. Le centre d'histoire a en outre recruté fin 2015 un *assistant professor* en histoire de l'environnement, Giacomo Parrinello.
- Deux publications majeures ont marqué l'année 2015 : la biographie de Claude Lévi-Strauss d'Emmanuelle Loyer, parue chez Flammarion et couronnée par le Prix Fémina de l'essai 2015, et l'ouvrage de Nicolas Roussellier *La force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France, XIX^e-XXI^e siècles*, paru chez Gallimard.
- Trois événements organisés par le Centre d'histoire ont attiré un public nombreux : le colloque international « L'Esprit de Vatican II », organisé en mai 2015 à l'initiative de Gerd-Rainer Horn à l'occasion du cinquantième du second concile œcuménique du Vatican ; la conférence de Serge Gruzinski, au sujet de son dernier ouvrage intitulé *L'Histoire, pour quoi faire ?* (Fayard) ; le colloque « Cold Warriors. the Cultural Avant-garde of the bipolar Struggle » organisé en novembre 2015 par des doctorants du centre.
- Le service des Archives d'histoire contemporaine s'est enrichi de deux fonds supplémentaires en 2015 : Jean Charbonnel, figure du gaullisme social, et Charles de Lasteyrie, ministre des finances de 1922 à 1924.

Présentation générale et orientation scientifique

Dirigé par Marc Lazar, le Centre d'Histoire de Sciences Po (CHSP) a été fondé en 1984. Ses membres y développent une histoire centrée sur le XIX^{ème} et sur le XX^{ème} siècle voire le XXI^{ème} siècle (histoire dite du temps présent). Cette histoire est largement ouverte aux sciences sociales et fortement internationalisée.

Axes et champs de recherche principaux

L'histoire politique constitue le premier axe de recherche transversal du centre. Le second axe, intitulé « Corpus, archives, campus », met en valeur le travail théorique, méthodologique et documentaire mené au CHSP. L'activité de recherche s'organise autour de quatre domaines : États, institutions, sociétés ; Guerres, conflits, violence : normes et transgressions, XIX^e-XX^e siècles ; Arts, savoirs et cultures ; Du local au global : l'histoire internationale et ses échelles.

LE CENTRE DE RECHERCHES INTERNATIONALES (CERI)



LE CERI EN 2015

- En 2015, l'activité scientifique du CERI a été marquée par l'essor de trois nouveaux programmes de recherche transversaux (Représentations et pratiques des classes sociales, Action publique d'ailleurs et Sociologie des pratiques diplomatiques), dont les travaux vont déboucher sur la publication d'ouvrages collectifs ou de numéros spéciaux de revue.
- Ses effectifs se sont renforcés grâce au recrutement d'une chargée de recherche CNRS, Hélène Le Bail, spécialiste des questions migratoires en Extrême-Orient, et le rattachement de Laurent Fourchard, directeur de recherche FNSP travaillant sur les questions de violence urbaine en Afrique du Sud et au Nigéria.
- Plusieurs colloques internationaux ont été organisés, notamment dans le cadre du projet « Sociétés Plurielles » de la COMUE USPC (sur la comparaison entre les « révolutions de couleur » en Europe de l'Est et les « Printemps arabes » et sur l'impact des Accords d'Helsinki sur la structuration de l'ordre international), de l'ERC « When Authoritarianism Fails in the Arab World » (les relations des Frères musulmans avec les autres courants de l'islamisme contemporain) ou des travaux des chercheurs du laboratoire sur les questions religieuses (la laïcité dans l'espace post-soviétique).

Présentation générale et orientation scientifique

Fondé en 1952, le CERI est le principal centre de recherche en France consacré à l'étude des relations internationales / transnationales et des aires régionales. Dirigé depuis 2014 par Alain Dieckhoff, il bénéficie depuis 2002 du statut d'unité mixte de recherche sous la double tutelle de Sciences Po et du CNRS (UMR 7050).

Axes et champs de recherche principaux

Le projet scientifique du CERI repose sur l'étude de l'espace mondial par une double approche : les aires culturelles et les relations internationales et transnationales. Il réunit des chercheurs appartenant à plusieurs disciplines de sciences sociales (science politique mais aussi sociologie, anthropologie ou histoire). Dans le domaine des études régionales, l'expertise du CERI est particulièrement forte sur le Maghreb et le Moyen-Orient, l'Amérique latine, l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud. Plusieurs axes structurent la recherche du centre : sécurité et risques, espace international, capitalismes et mondialisation, trajectoires du politique, identités.

LE CEVIPOF EN 2015

En 2015 a été lancé le dispositif « Comprendre 2017 ». Il s'appuie sur trois grandes enquêtes : le Baromètre de la confiance politique, Dynamiques politiques 2014-2017 et l'Enquête électorale française.

- Le Baromètre de la confiance politique évalue les niveaux de confiance, depuis 2009, pour différents acteurs et institutions.
- Les Dynamiques politiques 2014-2017 visent à mieux connaître les préférences des électeurs et leurs réactions face aux décisions publiques, aux évolutions socio-économiques et à l'agenda médiatique et dote la France de nouveaux indicateurs dont la France ne disposait pas.
- L'Enquête électorale française vise à donner une série d'indicateurs et de mesures sur les tendances, grandes et fines, de l'électorat français, de ses valeurs politiques, ses préférences partisans, son rapport au vote et aux candidats. Ce dispositif est inédit en France par le volume et la précision des données produites : 10 vagues d'interrogation, 80 questions par vague, un même échantillon d'au moins 10 000 personnes interrogé à chaque vague, soit 40 millions de données produites. Le CEVIPOF a constitué un réseau de collaboration avec les meilleurs chercheurs et spécialistes des élections à l'étranger et en France pour mieux les exploiter.

Afin de permettre une large diffusion des résultats de cette enquête, des notes sont régulièrement publiées sur le site www.enef.fr et un partenariat avec *Le Monde* se poursuit.

Présentation générale et orientation scientifique

Fondé en 1960, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le centre de référence pour l'analyse pluridisciplinaire de l'objet politique. Dirigé depuis mars 2014 par Martial Foucault, le CEVIPOF est une unité mixte de recherche du CNRS et de Sciences Po (UMR 7048).

Axes et champs de recherche principaux

Le CEVIPOF lance ses dynamiques de recherche dans deux principaux domaines : attitudes, comportements et forces politiques ; pensée et histoire des idées politiques. Il mène, pour la période 2014-2017, un projet scientifique consacré à « La démocratie sans le peuple ». Quatre grands axes problématiques sont suivis : l'examen et l'interprétation de la défiance politique, l'étude des recompositions affectant les clivages politiques, l'analyse des usages et des représentations d'une nouvelle forme de citoyenneté « critique », l'inventaire de nouveaux territoires pour la démocratie.

LE CSO EN 2015

Un travail d'archivage sans précédent

Martine Gillet, ingénieure de recherche CNRS qui avait rejoint le CSO en septembre 2013 est partie à la retraite en août 2016. En deux ans, elle a constitué un répertoire de l'ensemble de la production non publiée du CSO depuis sa création en 1964 et même avant pour certains auteurs (1947 pour Michel Crozier). On retrouve dans ce répertoire 796 rapports de recherche, rapports d'enquête, propositions ou mémoires de DEA. Ces recherches ont été très utiles pour documenter le colloque organisé pour les 50 ans du CSO en décembre 2014.

Une ingénieure quantitativiste au CSO

Marie-Sophie Dumont, ingénieure CNRS en production et analyse de données, a rejoint le CSO en juin 2015. Sa connaissance approfondie des sources administratives et son aisance dans le maniement de plusieurs logiciels statistiques lui permettent d'aider les chercheurs et les doctorants dans la constitution et l'analyse des données de leurs projets de recherche.

Présentation générale et orientation scientifique

À l'origine de l'École française de la sociologie des organisations, le CSO est une unité affiliée à Sciences Po et au CNRS (UMR 7116) depuis 2001. Fondé par Michel Crozier au début des années 1960, le CSO est actuellement dirigé par Olivier Borraz et Sophie Dubuisson-Quellier. Le CSO rassemble plus d'une vingtaine de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, une trentaine de doctorants et une trentaine de chercheurs associés.

Ses travaux se situent au confluent de la sociologie des organisations, de la sociologie économique et de la sociologie de l'action publique afin de repenser ensemble les transformations de l'État, des marchés et des organisations.

Axes et champs de recherche principaux

Les travaux sont structurés selon quatre axes transversaux qui ont pour principal objectif de contribuer à la réflexion sur des problématiques théoriques : Gouvernement, gouvernance, régulation ; Production, circulation et usage des savoirs ; Division et valorisation du travail ; Organisation et marchés.

Ils sont déclinés en sept programmes qui correspondent aux domaines particuliers d'investissement empirique des opérations de recherche : risques, santé, enseignement supérieur et recherche, firmes, marchés du travail et groupes professionnels, conduites économiques, territoires et développement urbain.

LE DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

LE DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE EN 2015

Le Département d'économie a poursuivi sa politique de renforcement et d'élargissement de la recherche en économie à Sciences Po. D'une part, le projet de création d'une « unité mixte de recherche » a été finalisé et présenté au CNRS en 2015, projet accueilli très favorablement puisque dès janvier 2016, le Département d'économie s'est vu octroyer le statut d'UMR (n° 8259).

Le Département a continué à s'internationaliser avec le recrutement d'un nouveau membre : Florian Oswald, docteur de l'University College London, a rejoint Sciences Po en 2015.

Présentation générale et orientation scientifique

La création du Département d'économie en septembre 2009 traduit une ambition de renforcement et d'élargissement de la recherche en économie à Sciences Po. Dirigé par Jean-Marc Robin, il réunit plus d'une vingtaine de chercheurs.

Les publications de ses membres dans *American Economic Review*, *Quarterly Journal of Economics*, *Econometrica*, *Review of Economics Studies*, ainsi que dans les meilleures revues internationales spécialisées dans les différents champs de recherche, témoignent de l'excellence scientifique du département et d'un niveau élevé d'internationalisation.

Axes et champs de recherche principaux

Le projet de recherche porté par le Département d'économie est à la frontière scientifique entre différents domaines et conjugue les approches théoriques et empiriques. Les champs de recherche ont en commun un intérêt élevé pour les questions de politiques publiques, que ce soit les politiques commerciale, monétaire, fiscale, du marché du travail ou de développement, auxquelles sont appliquées des méthodes quantitatives de pointe.

L'ÉCOLE DE DROIT (EDD)

L'ÉCOLE DE DROIT EN 2015

Deux nouveaux membres ont rejoint l'École de droit en 2015.

- Loïc Azoulai, spécialiste du droit de l'Union européenne, très engagé dans la recherche interdisciplinaire et ancien référendaire à la Cour de Justice de l'Union européenne, a rejoint l'École de droit en 2015. Titulaire d'une chaire d'excellence USPC, ses travaux de recherche portent actuellement sur le thème « Formes de vie et droit européen ».
- Sébastien Pimont conduit des recherches doctrinales en droit des obligations (théorie du contrat, droit des contrats spéciaux, droit de la responsabilité civile, droit immobilier, droit de la consommation). Il étudie aussi, adoptant un point de vue plus critique, le savoir et les méthodes appliquées par les civilistes et plus largement les juristes.

Présentation générale et orientation scientifique

Fondée en 2009, l'École de droit a pour ambition de décloisonner la recherche juridique, de cerner les trajectoires historiques et les fondements théoriques des objets juridiques, d'identifier les territoires émergents du droit et d'analyser les enjeux juridiques de la globalisation.

L'École de droit compte 18 chercheurs ; la chaire Mutations de l'Action publique et du Droit Public (MADP) et le Centre Bentham lui sont également rattachés. Elle couvre un large spectre des branches du droit, en particulier les droits intellectuels, l'arbitrage international, le droit international privé, le droit comparé, le droit européen ou encore l'histoire de la pensée juridique.

Axes et champs de recherche principaux

- Les cultures juridiques : mobilisant les ressources de l'anthropologie, de l'histoire ou encore du droit comparé, l'École de droit a engagé de nombreux travaux sur les cultures juridiques en termes d'échanges et de porosité de systèmes de droit.
- La globalisation du droit : la recherche à l'École de droit s'attache à expliciter les contours et le contenu d'un « droit global » et à penser le droit d'une façon différente, en proposant une approche non « stato-centrée » de la production des normes, en s'attachant au droit transnational globalisé et aux règles relevant de la *soft law*.
- Les champs économiques du droit : l'équipe travaille à saisir les formes d'économisation du droit, les liens qui s'établissent entre le marché et les normes, etc.

LE MÉDIALAB

LE MÉDIALAB EN 2015

Le médialab a été particulièrement mobilisé en 2015 par l'accompagnement de la COP21 par un ensemble de projets de recherche. En mai 2015, *Make it Work*, la simulation de la COP21 au théâtre des Amandiers, a rassemblé des étudiants du monde entier pour proposer un mode de négociations internationales inédit. Les résultats du projet ANR MEDEA ont été publiés à l'automne 2015 sous la forme d'une exposition et d'un site web. Les travaux sur le climat développés dans le cadre des projets EMAPS et MEDEA ont permis de prouver l'efficacité des méthodes du médialab en termes de visualisation de données complexes, mais aussi de montrer l'importance de leur impact sur le débat public.

Le médialab a également publié un outil d'exploration des comptes-rendus des précédentes COP (<http://www.climatenegotiations.org/>) une semaine avant la COP21. L'année 2015 a ainsi été pour le médialab l'aboutissement de plusieurs années de recherche sur l'analyse des controverses autour de l'adaptation au changement climatique.

Le projet FORCCAST, qui mêle étroitement la recherche sur les outils, l'invention de nouveaux modes d'enseignement et de nouveaux médias qui permettent de renouveler le débat public aussi bien que les types de publications, a été complètement intégré au médialab en 2015.

Présentation générale et orientation scientifique

Le médialab a été créé en 2009 pour aider les chercheurs en sciences sociales et humaines à tirer le meilleur profit de la masse de données rendues disponibles par la numérisation. Il est composé d'un petit nombre d'universitaires et d'un nombre important d'ingénieurs. Il s'appuie par ailleurs à parts égales sur trois métiers : sciences du social, ingénierie des données numériques et design de l'information.

Axes et champs de recherche principaux

Le médialab a trois missions principales fortement intégrées : être au service des différents centres de Sciences Po pour aider les chercheurs qui se trouvent aux prises avec des données nouvelles pour lesquelles il n'existe pas encore de méthodologie bien établie ; analyser en quoi la numérisation modifie les médias et les médiations qui sont l'objet des sciences sociales et humaines ; repérer en quoi la numérisation ne se contente pas de multiplier les données et de modifier les pratiques existantes, mais quelle nouvelle prise elle apporte sur les questions fondamentales de la théorie sociale.

L'OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES CONJONCTURES ÉCONOMIQUES (OFCE)

L'OFCE EN 2015

Quatre thèmes de recherche ont marqué l'année 2015.

- L'économie de la France : prévoir et analyser l'offre et la demande. Le premier thème, le plus fidèle à la lettre de mission de l'OFCE, est l'analyse de la situation économique française.
- Où va l'Europe ? Le second axe de travail de l'OFCE a été la question européenne. La situation de la France ne peut se comprendre sans considérer les interactions entre les pays de la zone euro.
- La question environnementale : le bon sens de la croissance. La question environnementale a marqué l'année 2015 dans le débat public, avec la présence de la COP21 à Paris. L'OFCE a réalisé un ensemble de travaux sur la question environnementale au sein des trois départements.
- Croissance et inégalités. Enfin un quatrième axe de travail porte sur la question des inégalités et les inégalités de genre.

Présentation générale et orientation scientifique

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) est présidé par Xavier Ragot. L'OFCE est un organisme indépendant de prévision, de recherche et d'évaluation des politiques publiques, accueilli en son sein par la Fondation nationale des sciences politiques. Il regroupe plus de 40 chercheurs français et étrangers. « Mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire », telle est la mission de l'OFCE, qu'il remplit en conduisant des travaux théoriques et empiriques, en participant aux réseaux scientifiques internationaux, en assurant une présence régulière dans les médias et en coopérant étroitement avec les pouvoirs publics français et européens.

Axes et champs de recherche principaux

L'OFCE couvre la majeure partie des champs de l'analyse économique : la macroéconomie, la croissance, les systèmes de protection sociale, la fiscalité, les politiques de l'emploi ou encore le développement soutenable, la concurrence, l'innovation et la régulation. Par ailleurs, depuis 2010, l'OFCE a développé le programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre, PRESAGE, qui insère une réflexion sur le genre dans l'ensemble des activités de Sciences Po : enseignement, recherche, formation continue.

L'OBSERVATOIRE SOCIOLOGIQUE DU CHANGEMENT (OSC)



L'OSC EN 2015

L'année 2015 a été marquée par l'arrivée de 3 nouveaux chercheurs permanents, recrutés par Sciences Po, Emanuele Ferragina, Sukriti Issar, Claudio Barone, et d'un directeur de recherche du CNRS, Denis Fougère. Ces arrivées montrent l'attractivité de Sciences Po et de l'OSC et permettent au laboratoire de renforcer son potentiel de recherche.

L'OSC a consolidé ses relations avec le Département de sociologie de Northwestern University (Chicago) avec ses partenaires brésiliens de l'ISSP, et avec le Département de sociologie d'UCLA. Ces partenariats associent les doctorants de l'OSC. Avec l'accueil de nombreux chercheurs ou doctorants étrangers, tout au long de l'année, au sein du laboratoire, la participation des membres de l'OSC aux conférences ou colloques organisés par les associations européennes ou internationales de sociologie, ces partenariats témoignent de la vitalité de l'activité internationale de l'OSC.

Sur le plan scientifique, on constate une forte participation de l'OSC au LIEPP, dont 2 axes sont dirigés par des membres de l'OSC : l'axe « Politiques éducatives », dirigé par Denis Fougère et Agnès Van Zanten, qui s'est distingué en 2015 par 4 nouveaux projets et l'organisation de plusieurs manifestations scientifiques ; l'axe « Discriminations et inégalités sociales », créé en 2015, dirigé par Anne Revillard et Mirna Safi (avec Morgane Laouénan).

Présentation générale et orientation scientifique

Fondé en 1988 par Henri Mendras, l'Observatoire sociologique du changement (OSC) est une unité mixte de recherche de Sciences Po et du CNRS (UMR 7049). Le centre rassemble une équipe de seize chercheurs permanents, trois chercheurs émérites, neuf chercheurs associés, dix-huit doctorants et sept personnels de soutien à la recherche.

Axes et champs de recherche principaux

Sous la direction de Marco Oberti, l'OSC étudie les dynamiques d'ensemble des sociétés contemporaines dans une perspective comparée, suivant quatre axes : Stratification sociale et transformations des inégalités ; Villes et inégalités urbaines ; Modes de vie : rythmes sociaux, normes, environnement ; Politiques et dynamiques éducatives. La méthodologie mise en œuvre, quantitative et qualitative, joue sur la diversité des échelles d'observation, locales, régionales, nationales et internationales.

LE LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES (LIEPP)

LE LIEPP EN 2015

En 2015, le LIEPP a créé un nouvel axe de recherche sur les discriminations sociales et les inégalités. Cet axe a pour objectif de contribuer au débat public en évaluant l'ampleur et l'évolution des discriminations en France et en analysant les défis qu'elles posent à l'action politique de lutte contre les inégalités sociales.

En 2015 le LIEPP a remporté deux appels à projet avec de nouveaux partenaires extérieurs :

- le premier, lancé par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée Nationale (CEC).
- le second par France Stratégie pour mener une évaluation interdisciplinaire du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Présentation générale et orientation scientifique

Le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) est un Laboratoire d'Excellence au sein de l'Initiative d'Excellence Université Sorbonne Paris Cité. Il mobilise soixante-huit chercheurs de Sciences Po, ainsi que quarante-huit affiliés externes. Le laboratoire se donne pour objectif de dépasser les frontières disciplinaires et de nourrir les échanges scientifiques entre économistes, sociologues et politistes, avec l'apport de juristes et d'historiens, dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques. Les travaux de recherche font appel à une grande diversité de méthodes des sciences sociales (modélisation, méthodes économétriques, méthodes de différences-en-différences, entretiens collectifs, campagnes d'entretiens, questionnaires, observations de terrain). Les résultats de ces recherches sont rendus publics et diffusés dans le but d'améliorer les politiques publiques.

Axes et champs de recherche principaux

Le LIEPP repose sur une méthode innovante, fondée sur la pluridisciplinarité et la confrontation d'évaluations qualitatives, comparatives et quantitatives d'une même politique. Le laboratoire soutient de nombreux projets de recherche et la plupart d'entre eux sont organisés au sein de six axes thématiques, qui traitent des discriminations et inégalités sociales, des politiques d'éducation, de l'évaluation de la démocratie, des politiques de santé, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des politiques socio-fiscales.

LE MAX PLANCK SCIENCES PO CENTER ON COPING WITH INSTABILITY IN MARKET SOCIETIES (MAXPO)

LE MAXPO EN 2015

Jenny Andersson a remplacé Cornelia Woll comme co-directrice du Centre MaxPo en 2015. Ce changement a impliqué une évolution des axes de recherche du centre, qui englobent désormais la question de l'appréhension du futur et des possibilités alternatives dans les sociétés de marché.

Présentation générale et orientation scientifique

Le Max Planck Sciences Po Center (MaxPo) est le fruit de plusieurs années de collaboration entre Sciences Po et l'Institut Max Planck pour l'étude des sociétés (MPIfG) à Cologne. Le centre MaxPo a été créé en octobre 2012 par la Société Max Planck et Sciences Po afin de renforcer la visibilité de la production scientifique franco-allemande en sciences humaines et sociales et d'apporter un point de vue complémentaire à la littérature anglo-saxonne sur les questions d'instabilité sociale, économique et politique dans les sociétés occidentales.

Le Centre MaxPo est établi pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois sous réserve d'évaluation scientifique favorable. Le centre, financé par la Société Max Planck à Munich et Sciences Po, est dirigé par deux *research group leaders* : Olivier Godechot, professeur en sociologie, titulaire de la chaire AXA en sociologie économique et chercheur CNRS à l'OSC, et Jenny Andersson, professeure de science politique et chercheuse CNRS au CEE.

Axes et champs de recherche principaux

Le Centre MaxPo propose l'analyse des changements sociaux et l'examen des relations entre forces économiques, culturelles et sociales par une approche comparative entre l'Allemagne et la France ainsi qu'avec les États-Unis et le Royaume-Uni. Les projets de recherche du centre sont structurés autour de deux groupes de recherche thématiques : *The Power of the Future. Conditions of Political Possibility for a Post-Crisis Era et Financialization, Transformation of Labor Markets, and Flourishing Inequality*. Chaque groupe de recherche est composé de trois doctorants, recrutés tout au long de la durée du projet.

LISTE DES SIGLES

- CDSP** - Centre de données socio-politiques.
- CEE** - Centre d'études européennes.
- CERI** - Centre de recherches internationales.
- CEVIPOF** - Centre de recherches politiques de Sciences Po.
- CHSP** - Centre d'histoire de Sciences Po.
- CNRS** - Centre national de la recherche scientifique.
- CSO** - Centre de sociologie des organisations.
- DRIS** - Direction des ressources et de l'information scientifique.
- DS** - Direction scientifique.
- DSGI** - Direction des services généraux et de l'immobilier.
- DSI** - Direction des systèmes d'information.
- EDD** - École de droit.
- ERC** - European Research Council.
- FNSP** - Fondation nationale des sciences politiques.
- LIEPP** - Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques.
- MAPS** - Mission d'accompagnement des projets scientifiques.
- MENESR** - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- OFCE** - Observatoire français des conjonctures économiques.
- OSC** - Observatoire sociologique du changement.
- MAXPO** - Max Planck Sciences Po Center on Coping with Instability in Market Societies.
- UMR** - Unité mixte de recherche.
- USPC** - Université Sorbonne Paris Cité.

LISTE DES GRAPHIQUES ET CARTES

TYPES DE PUBLICATIONS (SCIENCES PO, 2015).....	4
LANGUES DE PUBLICATION (SCIENCES PO, 2015).....	5
SOUTENANCES DE THÈSE (SCIENCES PO, 2015).....	9
NOUVEAUX ADMIS EN THÈSE (SCIENCES PO, 2015).....	10
NOMBRE D'HEURES DE COURS DE LA FACULTÉ PERMANENTE DANS LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT (SCIENCES PO, 2015).....	11
LES ÉCHANGES SCIENTIFIQUES EN 2015 (SÉJOURS DE RECHERCHE ET INVITÉS, IN/OUT).....	13
PARTICIPATION AU PROGRAMME HORIZON 2020 (SCIENCES PO, 2014-2015).....	14
RÉPARTITION DE LA FACULTÉ PERMANENTE PAR DÉPARTEMENT (SCIENCES PO, 2015).....	27
ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE LA FACULTÉ PERMANENTE PAR DÉPARTEMENT (SCIENCES PO, 2011-2015).....	27
LA FACULTÉ PERMANENTE, GRADES ET TUTELLES (SCIENCES PO, 2015).....	30
EFFECTIFS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES PAR TUTELLE (SCIENCES PO, HORS DS, 2015).....	32

DIRECTION SCIENTIFIQUE

27, rue Saint-Guillaume
75337 Paris Cedex 07
<http://www.sciencespo.fr/recherche/>

Direction de la publication

Christine Musselin

Comité éditorial

Sophie Jacquot, Christine Musselin

Rédaction

Bénédicte Barbé, Sophie Jacquot, Vincent Morandi, Christine Musselin, Marinela Popa-Babay,
unités de recherche et programmes transversaux de Sciences Po

Illustration

Jérôme Charbonnier

Mise en page

Stéphanie Samper, Djeff Regottaz

Photos

(©Caroline Maufroid / Sciences Po, ©Quentin Carnicelli / Sciences Po,
©Martin Argyroglo / Sciences Po)

Édition

Mai 2016

